



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données, 2011

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données, 2011

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale
Recueil de données, 2011

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Publication n° 11646F
ISSN n° 1494-5223
Catalogue n° A31-1/2011F-PDF

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	7
Méthodologie sur le revenu agricole	17
SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	19
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	33
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	35
Méthodologie des dépenses publiques	52
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	57
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	67

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2001-2010	9
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2005-2010	12
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2008-2010	14
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2008-2010	15
Tableau A.5 : Revenu total familial selon la source et la catégorie de revenu, fermes non constituées, Canada, 2009	16

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, 2001-2010	21
Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2001-2010	22
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1996-2011	23
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2005-2006 à 2010-2011	24
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2003-2004 à 2010-2011	25
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2008, 2009 et 2010	26
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011	31
Tableau B.8 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/North Dakota du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011	31
Tableau B.9 : Comparaison entre la Saskatchewan et Montana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011	32
Tableau B.10 : Intrants agricoles, Canada, 2006-2010	32

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2011-2012	37
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012	39
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012	45
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012	49
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012	51

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2008-2010	59
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	60
Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	61
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2008 à 2010	63
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	63
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	64
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	65
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010	66

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2001-2010	11
Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 2001-2010	11

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2006-2010	21
Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2006-2010	22
Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2010	23
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2011	24
Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2010-2011	25
Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2002-2011	30

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2011-2012	37
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	38
Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2010-2011 et 2011-2012	50

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CNS	Coefficient nominal de soutien		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net		
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PDF	Programme de données fiscales
EST	Estimation du soutien total	PIB	Produit intérieur brut
FAC	Financement agricole Canada	SEE	Société pour l'expansion des exportations
LCPA	Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	indisponible
F	trop peu fiable pour être publié
x	confidentiel

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

PERSONNES-RESSOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau agrégé

Robert Koroluk
Tél. : 613-773-2428
Internet : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme

Lorraine Hope
Tél. : 613-773-2414
Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC), la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA) et l'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements

Lorraine Hope
Tél. : 613-773-2414
Internet : lorraine.hope@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang
Tél. : 613-773-2426
Internet : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay
Tél. : 613-773-2441
Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay
Tél. : 613-773-2441
Internet : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE - RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données " Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale " est essentiellement un recueil de données chronologiques provenant de plusieurs sources. Les renseignements sont compilés en un seul document pour donner une vue d'ensemble exhaustive de la situation dans le secteur de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour rendre ce secteur fort et concurrentiel. Le recueil de données est une ressource unique et pratique des principaux indicateurs économiques et financiers du secteur de l'agriculture primaire destinée aux utilisateurs. Il présente également des renseignements précieux, difficiles à obtenir autrement, sur l'aide publique versée au secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire.

Les renseignements sont fournis par d'autres membres d'Agriculture et Agroalimentaire Canada ainsi que d'autres ministères fédéraux. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux de l'Agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses gouvernementales pour le secteur agroalimentaire et la section D présente des estimations du soutien donné à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Pour chaque thème, on présente les données les plus récentes des principaux indicateurs économiques et financiers.

Points saillants

Section A - Revenu agricole

- En 2010, les recettes du marché provenant de la production végétale et animale se sont classées au deuxième rang en termes d'importance pour la période de 2001 à 2010. Les recettes totales du marché ont atteint un niveau record en 2008, avec 42,0 milliards de dollars. L'augmentation enregistrée dans les recettes du marché en 2010 est attribuable à la combinaison des recettes élevées des productions végétales, lesquelles ont atteint 22,4 milliards de dollars, et du niveau quasi-record des recettes des productions animales, qui se sont élevées à 18,9 milliards de dollars. Les recettes des productions animales ont atteint 19,0 milliards en 2001, soit le niveau le plus élevé entre 2001 et 2010.
- En 2010, le revenu monétaire net a atteint 9,5 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé pour la période de 2001 à 2010, dépassant le record précédent de 9,0 milliards de dollars, enregistré en 2008. En comparaison, le niveau de revenu monétaire net le moins élevé pendant la même période était de 5 milliards de dollars en 2003 - l'année où il y a eu une éclosion d'encéphalopathie spongiforme bovine parmi les cheptels de bovins canadiens.
- Les paiements de programmes ont chuté entre 2009 et 2010, pour passer de 3,3 milliards de dollars en 2009 à 3,1 milliards de dollars en 2010. Les revenus élevés de 2008, de 2009 et de 2010, qui ont résulté des ventes importantes du marché, ont atténué la nécessité des paiements de programmes, notamment pour les producteurs de grains et d'oléagineux.
- Les estimations préliminaires pour 2010 montrent qu'en moyenne, les exploitations agricoles de grande taille sont à Terre-Neuve-et-Labrador, où le revenu d'exploitation moyen était de 666 255 \$ en 2010. Les plus petites exploitations agricoles sont en Saskatchewan, où le revenu d'exploitation total en 2010, en moyenne, était de 241 282 \$. À l'échelle nationale, en 2010, l'exploitation agricole moyenne a déclaré des revenus d'exploitation de 317 916 \$ et des dépenses d'exploitation de 266 800 \$, ce qui représente un revenu d'exploitation net moyen de 51 117 \$. Il s'agit d'une augmentation de 9 p. 100 par rapport aux 47 057 \$ déclarés l'année précédente.
- Le revenu net d'exploitation varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. En 2010, les exploitations de pommes de terre ont enregistré en moyenne les revenus nets d'exploitation les plus élevés (209 222 \$). Ce chiffre était de 61 733 \$ dans le domaine des

grains et des oléagineux, de 30 273 \$ dans le domaine des fruits et des fermes forestières et de 10 634 \$ dans le secteur bovin. Les élevages porcins ont enregistré en moyenne un revenu net d'exploitation de 88 858 \$, soit une hausse importante (161 p. 100) par rapport à l'année précédente.

- En 2009, une famille agricole moyenne gagnait 100 053 \$, toutes sources de revenus confondues (agricoles et non agricoles).

Section B - Situation financière des fermes

- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme, pour investir dans leur exploitation et pour tirer profit des nouveaux débouchés du marché. En 2010, le total de la dette agricole au Canada s'élevait à 66,4 milliards de dollars.
- Seulement 61 exploitations agricoles ont déclaré faillite en 2010. Le Québec (25 faillites) et l'Ontario (15 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles a suivi une courbe descendante entre 1996 et 2010, avec une chute marquée qui a débuté en 2007.
- Financement agricole Canada a approuvé 42 021 nouveaux prêts en 2010. Le montant moyen des prêts approuvés par Financement agricole Canada a diminué au cours des dernières années pour atteindre 146 432 \$ en 2010. Cette même année, environ quatre prêts sur cinq accordés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (anciennement la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative) ont été accordés en Saskatchewan.
- Dans l'ensemble, les agriculteurs ont affiché un bilan sain en 2010. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 1,9 million de dollars d'actifs et 0,3 million de dollars de dettes, pour un avoir net de 1,5 million de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation : l'avoir net est en moyenne de 3,9 millions pour les élevages avicoles, de 2,8 millions pour les exploitations de pommes de terre, de 2,6 millions pour les fermes laitières, de 1,6 million pour les exploitations céréalières, de 1,5 million pour les élevages de porcs et de 1,2 million pour les élevages de bovins. C'est en Colombie-Britannique que les exploitations ont déclaré les

actifs les plus importants, soit 2,6 millions de dollars, et l'actif net le plus élevé, soit 2,1 millions de dollars.

- À l'automne 2011, l'urée coûtait en moyenne 643 \$ la tonne en Ontario, 649 \$ la tonne au Manitoba et 643 \$ la tonne en Saskatchewan. Les exploitants agricoles en Ontario, en Saskatchewan et au Manitoba ont payé moins pour l'urée que les exploitants agricoles des états américains voisins. Par contre, les agriculteurs de l'Ontario et du Manitoba ont payé le diesel et l'essence plus chers que leurs voisins américains, tandis que le prix de l'essence en Saskatchewan était semblable à celui payé au Montana.
- Les dépenses totales reliées à l'agriculture ont diminué en 2010, pour une deuxième année consécutive, passant à 40,5 milliards de dollars. Le coût des aliments industriels, de l'engrais et des pesticides ainsi que les frais d'intérêts ont été principalement responsables de la diminution par rapport à l'année précédente.

Section C - Dépenses gouvernementales pour soutenir le secteur de l'agroalimentaire

- Le total des dépenses gouvernementales à l'appui du secteur agricole et agroalimentaire a légèrement diminué en 2010-2011, passant à 7,11 milliards de dollars. Au cours de cette période, les dépenses fédérales et provinciales ont légèrement diminué. Les dépenses fédérales ont diminué de 2,5 p. 100, passant à 4,10 milliards de dollars et les dépenses provinciales ont diminué de 2 p. 100, atteignant 3,01 milliards de dollars.
- Une hausse des dépenses fédérales et provinciales est prévue en 2011 et 2012, laquelle pourrait atteindre 4,14 milliards de dollars et 3,26 milliards de dollars, respectivement. Les dépenses totales devraient augmenter de 4 p. 100 pour atteindre 7,4 milliards de dollars.
- En 2010-2011, les paiements de programmes fédéraux, qui sont composés principalement des paiements versés directement aux producteurs, devraient diminuer par rapport à 2008-2009 et atteindre 1,39 milliard de dollars. Cependant, ces paiements devraient continuer à augmenter en 2010-2011 pour atteindre 1,63 milliard de dollars. Pendant la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient suivre la même tendance et diminuer en 2010-2011 pour atteindre 1,53 milliard de dollars, puis augmenter pour atteindre 1,69 milliard en 2011-2012.

- En 2010-2011, les catégories auxquelles les dépenses les plus élevées étaient associées sont les paiements de programmes ainsi que la recherche et l'inspection; ces deux catégories représentent respectivement 60 p. 100 et 57 p. 100 des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection représente 27 p. 100 à l'échelle fédérale, comparativement à 11 p. 100 à l'échelle provinciale.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a augmenté légèrement, passant de 17 p. 100 en 2009 à 18 p. 100 en 2010.
- En 2010, les transferts d'un seul produit représentent à eux seuls 73 p. 100 de l'ESP totale, ce qui est élevé par rapport à l'Union européenne (20 p. 100) et aux États-Unis (26 p. 100). Ce résultat enregistré par le Canada peut s'expliquer par le haut niveau de soutien à la valeur marchande du lait.
- En 2010, bien que le niveau de soutien ait augmenté légèrement au Canada, il a diminué dans l'Union européenne et aux États-Unis. De 2009 à 2010, l'ESP a diminué, passant de 24 p. 100 à 20 p. 100 dans l'Union européenne et de 10 p. 100 à 7 p. 100 aux États-Unis.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2001-2010

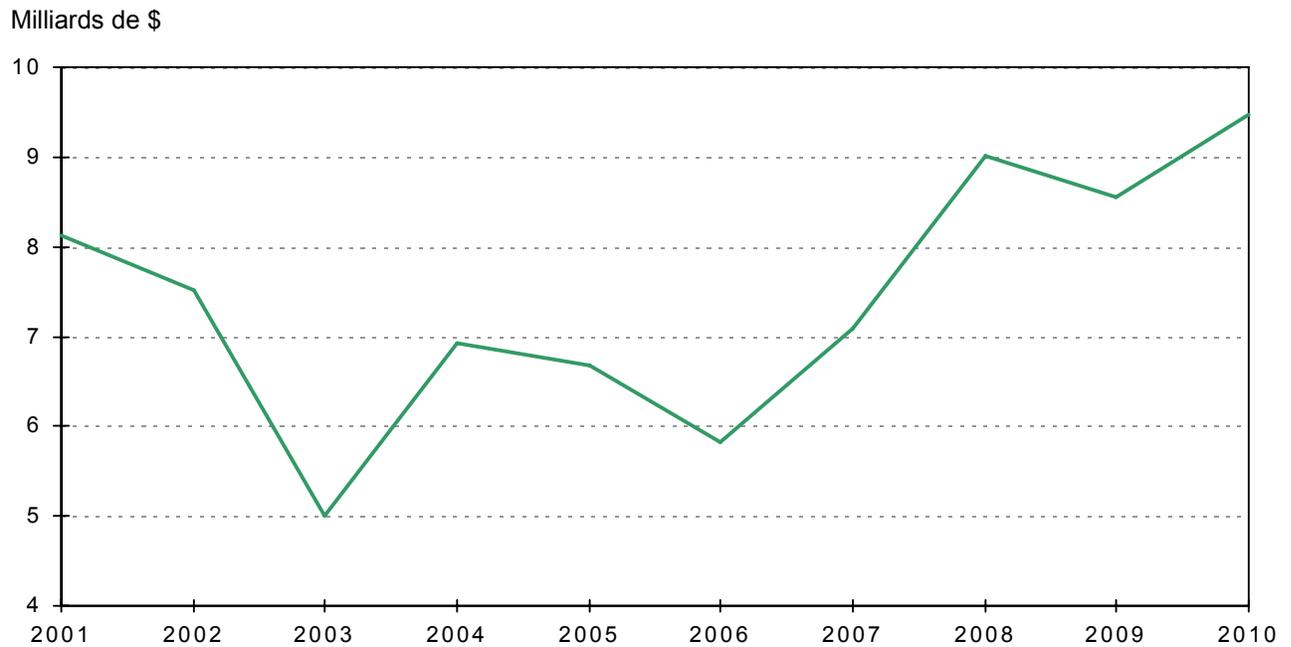
	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Recettes des cultures											
2001	15	151	122	192	1 250	3 178	1 517	3 807	2 304	970	13 505
2002	16	221	130	219	1 394	3 532	1 908	3 760	2 215	1 017	14 412
2003	16	219	147	195	1 412	3 663	1 703	2 816	2 027	1 114	13 312
2004	16	186	141	178	1 449	3 558	1 812	3 255	2 656	1 169	14 420
2005	14	195	140	188	1 477	3 632	1 294	3 071	2 402	1 074	13 489
2006	17	235	155	221	1 563	3 851	1 275	3 663	2 619	1 107	14 705
2007	19	236	127	206	1 664	4 205	2 198	5 202	3 459	1 117	18 433
2008	16	240	131	217	2 119	4 697	2 763	7 001	4 727	1 112	23 024
2009	19	252	130	245	2 051	4 837	2 805	7 272	4 419	1 172	23 202
2010	18	244	130	229	2 053	5 297	2 743	6 685	3 799	1 224	22 422
Recettes du bétail											
2001	63	126	282	218	3 863	4 520	1 800	1 685	5 245	1 171	18 973
2002	63	124	265	202	3 626	4 280	1 693	1 689	5 062	1 126	18 130
2003	64	114	259	204	3 643	4 159	1 522	1 339	3 707	1 074	16 085
2004	70	123	290	208	4 018	4 365	1 615	1 447	3 914	1 004	17 056
2005	74	129	300	209	4 010	4 497	1 832	1 783	4 358	1 194	18 386
2006	79	121	303	204	3 868	4 351	1 801	1 724	4 193	1 134	17 778
2007	87	127	318	220	4 089	4 540	1 752	1 706	4 308	1 174	18 321
2008	93	120	349	225	4 320	4 801	1 716	1 731	4 281	1 302	18 938
2009	88	119	324	223	4 244	4 602	1 657	1 491	4 103	1 258	18 107
2010	99	127	357	225	4 502	4 689	1 760	1 544	4 386	1 228	18 918
Recettes totales du marché											
2001	77	278	403	410	5 113	7 698	3 316	5 491	7 549	2 141	32 477
2002	78	345	396	421	5 021	7 812	3 601	5 449	7 277	2 143	32 542
2003	81	333	405	400	5 054	7 822	3 224	4 155	5 734	2 189	29 397
2004	86	309	432	385	5 468	7 923	3 427	4 702	6 571	2 172	31 476
2005	88	324	440	398	5 487	8 129	3 126	4 854	6 760	2 268	31 875
2006	95	356	458	425	5 431	8 203	3 076	5 387	6 811	2 241	32 483
2007	106	363	445	426	5 753	8 745	3 950	6 909	7 767	2 291	36 754
2008	108	360	480	442	6 439	9 498	4 479	8 732	9 008	2 414	41 962
2009	107	371	453	468	6 295	9 439	4 461	8 762	8 522	2 430	41 308
2010	117	370	486	454	6 556	9 987	4 503	8 229	8 185	2 453	41 340
Paiements des programmes											
2001	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2006	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2007	1	21	18	31	1 134	597	413	871	907	101	4 093
2008	1	33	14	31	1 092	648	350	680	1 174	109	4 132
2009	0	36	16	30	1 060	367	386	463	830	102	3 291
2010	1	33	13	24	617	286	349	912	817	82	3 134
Recettes monétaires totales											
2001	78	336	421	417	5 737	8 476	3 698	6 511	8 368	2 201	36 243
2002	80	369	407	429	5 489	8 435	3 820	6 453	8 316	2 174	35 971
2003	81	355	422	412	5 929	8 408	3 532	5 755	7 102	2 248	34 245
2004	88	350	457	422	6 302	8 597	3 858	5 892	8 013	2 360	36 338
2005	89	370	467	438	6 237	8 930	3 825	6 177	7 877	2 388	36 798
2006	96	377	472	459	6 289	8 865	3 702	6 654	7 757	2 346	37 017
2007	106	384	463	457	6 887	9 342	4 363	7 779	8 674	2 391	40 847
2008	110	393	494	473	7 531	10 146	4 829	9 413	10 182	2 523	46 094
2009	107	407	469	498	7 356	9 806	4 848	9 225	9 351	2 532	44 599
2010	118	404	499	478	7 173	10 272	4 852	9 141	9 002	2 534	44 473

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2011.

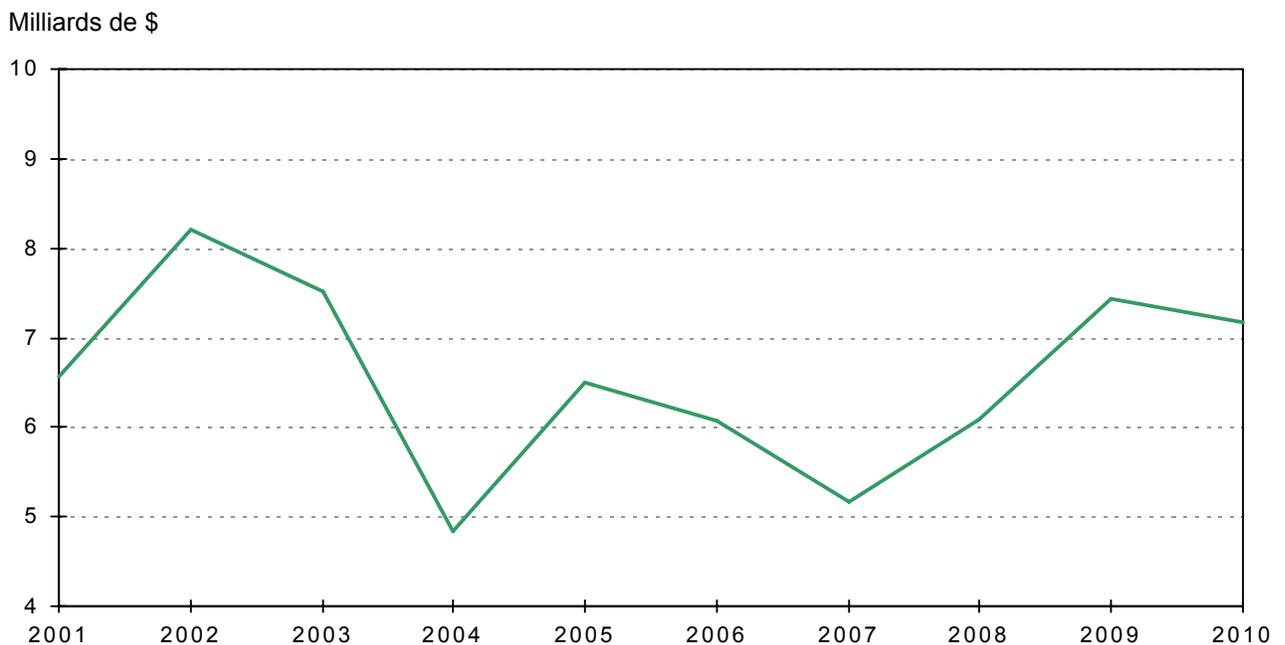
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2001-2010 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Dépenses d'expl. nettes											
2001	70	276	343	329	4 399	6 942	2 771	4 764	6 459	1 772	28 124
2002	72	290	353	337	4 475	7 099	2 895	4 747	6 321	1 873	28 463
2003	75	298	366	349	4 777	7 169	3 040	4 929	6 324	1 917	29 243
2004	78	305	365	351	4 925	7 224	3 099	4 888	6 235	1 937	29 407
2005	79	310	367	360	4 876	7 375	3 013	5 142	6 563	2 034	30 119
2006	86	323	382	375	5 078	7 590	3 211	5 275	6 781	2 082	31 182
2007	96	338	400	389	5 555	8 059	3 535	5 865	7 306	2 215	33 757
2008	103	361	430	409	5 899	8 610	3 962	6 765	8 117	2 416	37 073
2009	106	378	419	416	5 771	8 510	3 812	6 531	7 830	2 279	36 052
2010	105	364	415	410	5 458	8 517	3 686	6 041	7 747	2 257	34 999
Revenu net comptant											
2001	8	61	78	88	1 338	1 534	928	1 747	1 910	428	8 119
2002	8	79	54	92	1 013	1 336	925	1 705	1 995	301	7 508
2003	6	58	56	63	1 153	1 239	492	826	778	331	5 002
2004	9	45	92	70	1 378	1 373	758	1 004	1 778	423	6 931
2005	10	60	101	78	1 360	1 555	812	1 035	1 314	354	6 679
2006	10	54	90	84	1 211	1 275	490	1 379	976	265	5 834
2007	10	46	63	69	1 332	1 283	828	1 914	1 368	176	7 090
2008	7	32	64	63	1 632	1 536	868	2 648	2 065	107	9 021
2009	1	29	51	83	1 585	1 296	1 036	2 694	1 521	252	8 547
2010	13	40	84	69	1 715	1 756	1 166	3 100	1 255	277	9 474
Revenu net réalisé											
2001	2	21	30	43	795	528	516	774	797	210	3 717
2002	2	41	6	47	464	279	514	767	892	59	3 071
2003	0	20	7	17	562	189	52	-124	-358	81	446
2004	3	6	42	23	795	328	317	41	649	163	2 366
2005	3	20	48	27	727	459	355	72	143	81	1 936
2006	3	13	38	33	584	159	27	418	-213	-30	1 031
2007	3	7	10	16	679	137	362	916	126	-135	2 121
2008	-1	-8	8	12	952	355	376	1 620	770	-208	3 876
2009	-7	-12	-8	29	860	70	512	1 579	162	-68	3 115
2010	5	0	25	16	999	531	632	1 960	-100	-36	4 032
Revenu net total											
2001	3	-46	29	39	883	408	446	143	538	230	2 674
2002	3	120	7	65	484	440	504	-11	-174	76	1 512
2003	1	16	6	12	676	212	452	691	583	125	2 775
2004	4	11	39	14	913	643	248	863	1 156	136	4 026
2005	4	0	46	38	676	447	122	754	454	36	2 577
2006	4	40	36	57	484	11	322	-151	-508	-66	229
2007	3	-19	11	3	761	-91	259	544	-154	-147	1 169
2008	-2	-34	6	-9	794	391	877	3 780	1 516	-244	7 075
2009	-7	-13	-20	32	793	18	544	2 061	-473	-100	2 834
2010	5	16	25	25	1 045	488	56	1 091	259	-52	2 959

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2011.

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 2001-2010

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, novembre 2011.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 2001-2010

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2005-2010

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2005											
Assurance production ¹	0	6	1	5	59	50	299	277	115	8	820
PCSRA	1	27	7	23	253	212	187	505	450	50	1 715
CSRN	0	4	4	5	8	92	65	157	94	12	442
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	62	0	0	0	0	62
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	0	0	0	0	0	391
Autres paiements ²	0	8	15	7	38	384	149	384	458	50	1 493
Paiements totaux	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	5	18	0	17	0	137
Total	1	46	28	40	845	806	717	1 323	1 134	120	5 061
Primes des producteurs	0	3	0	2	123	44	59	216	159	3	610
2006											
Assurance production ¹	0	6	2	6	56	41	146	143	189	14	600
PCSRA	1	10	9	22	181	249	258	446	360	71	1 606
CSRN	0	3	3	4	7	72	47	109	63	9	317
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	497	0	0	0	0	0	497
Autres paiements ²	0	0	0	0	76	36	27	168	46	5	359
Paiements totaux	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
Rabais sur intrants	0	1	1	0	102	5	25	0	17	0	150
Total	1	22	15	34	960	667	651	1 267	962	105	4 683
Primes des producteurs	0	4	0	2	161	42	69	200	158	4	640
2007											
Assurance production ¹	0	6	2	7	62	81	67	120	209	17	571
PCSRA	0	7	5	14	176	201	139	214	310	44	1 111
CSRN	0	0	1	2	8	0	29	3	0	1	43
Aide-désastre au revenu	0	3	2	3	6	63	37	95	57	6	272
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	838	0	0	0	0	0	838
Autres paiements ²	0	5	8	4	45	252	141	438	331	33	1 258
Paiements totaux	1	21	18	31	1 134	597	413	871	907	101	4 093
Rabais sur intrants	0	0	1	0	3	5	28	0	14	0	51
Total	1	22	18	31	1 138	602	441	871	921	101	4 144
Primes des producteurs	0	3	1	3	270	53	88	247	160	4	829

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2011.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production

² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2005-2010 (suite)

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2008											
Crop Insurance (1)	0	9	1	10	43	68	78	94	262	32	599
CAIS	1	8	2	7	132	100	75	123	605	36	1 089
AgriStability	0	4	3	7	200	167	89	45	63	13	592
AgriInvest-Kickstart	0	4	2	3	46	71	40	63	61	14	306
NISA	0	3	2	3	5	54	33	85	49	6	240
Provincial Stabilization	0	0	0	0	644	0	0	0	0	0	644
Autres paiements ²	0	4	3	1	22	187	35	270	134	8	663
Paiements totaux	1	33	14	31	1 092	648	350	680	1 174	109	4 132
Rabais sur intrants	0	0	1	0	4	5	30	0	12	0	52
Total	1	33	15	31	1 096	653	381	680	1 185	109	4 184
Primes des producteurs	0	4	1	3	181	56	116	349	204	6	919
2009											
Assurance production ¹	0	24	2	12	116	53	128	100	358	17	811
PCSRA	0	0	1	1	23	9	8	9	122	13	186
Agri-stabilité	0	6	8	13	190	182	134	66	141	50	790
Agri-investissement	0	4	2	3	35	63	50	112	78	11	358
CSRN	0	2	2	2	4	46	28	72	40	5	202
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	689	0	0	0	0	0	689
Autres paiements ²	0	0	0	0	3	15	38	105	90	5	256
Paiements totaux	0	36	16	30	1 060	367	386	463	830	102	3 291
Rabais sur intrants	0	0	1	0	2	5	33	0	8	0	48
Total	0	36	17	30	1 062	372	419	463	837	102	3 339
Primes des producteurs	0	5	1	3	293	52	115	338	253	6	1 067
2010											
Assurance production ¹	0	17	2	14	87	50	169	320	469	28	1 157
PCSRA	0	1	0	1	4	1	-1	7	0	1	13
Agri-stabilité	0	11	9	6	268	154	92	113	136	44	834
Agri-investissement	0	3	1	2	61	63	38	82	72	6	328
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	195	0	0	0	0	0	195
Autres paiements ²	0	2	0	1	2	16	51	390	141	3	607
Paiements totaux	1	33	13	24	617	286	349	912	817	82	3 134
Rabais sur intrants	0	0	1	0	1	5	31	0	4	0	41
Total	1	34	14	24	618	291	380	912	821	82	3 175
Primes des producteurs	0	6	1	3	88	59	110	320	275	6	869

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2011.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production

² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2008-2010

Province	2008	2009	2010 Préliminaire	10/09
	- Dollars par ferme -			%
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	573 193	603 877	666 255	10 %
Dépenses d'exploitation	511 926	535 444	558 894	4 %
Bénéfice net d'exploitation	61 266	68 434	107 362	57 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	397 049	429 029	435 867	2 %
Dépenses d'exploitation	347 542	379 729	378 201	0 %
Bénéfice net d'exploitation	49 507	49 300	57 666	17 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	286 986	337 037	353 536	5 %
Dépenses d'exploitation	252 694	296 295	295 025	0 %
Bénéfice net d'exploitation	34 291	40 743	58 511	44 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	367 275	422 952	448 245	6 %
Dépenses d'exploitation	318 609	363 421	386 032	6 %
Bénéfice net d'exploitation	48 666	59 531	62 213	5 %
Québec				
Revenus d'exploitation	369 676	351 608	371 490	6 %
Dépenses d'exploitation	314 702	299 681	306 880	2 %
Bénéfice net d'exploitation	54 974	51 927	64 611	24 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	284 937	299 757	301 247	0 %
Dépenses d'exploitation	248 151	263 221	256 251	-3 %
Bénéfice net d'exploitation	36 786	36 536	44 996	23 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	340 713	345 606	348 072	1 %
Dépenses d'exploitation	296 599	289 835	288 021	-1 %
Bénéfice net d'exploitation	44 114	55 771	60 050	8 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	223 740	232 349	241 282	4 %
Dépenses d'exploitation	175 602	179 550	183 748	2 %
Bénéfice net d'exploitation	48 139	52 798	57 534	9 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	323 418	310 708	345 181	11 %
Dépenses d'exploitation	271 787	261 628	304 474	16 %
Bénéfice net d'exploitation	51 631	49 079	40 707	-17 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	339 761	342 845	362 101	6 %
Dépenses d'exploitation	314 493	311 573	321 503	3 %
Bénéfice net d'exploitation	25 268	31 272	40 598	30 %
Canada				
Revenus d'exploitation	300 534	303 394	317 916	5 %
Dépenses d'exploitation	255 039	256 337	266 800	4 %
Bénéfice net d'exploitation	45 495	47 057	51 117	9 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2008-2010

Type de ferme	2008	2009	2010 Préliminaire	10/09
	- Dollars par ferme -			%
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	469 152	493 917	533 742	8 %
Dépenses d'exploitation	365 596	388 328	400 406	3 %
Bénéfice net d'exploitation	103 556	105 590	133 336	26 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	218 223	211 764	231 186	9 %
Dépenses d'exploitation	204 720	201 167	220 552	10 %
Bénéfice net d'exploitation	13 503	10 598	10 634	0 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	1 221 534	1 196 370	1 325 141	11 %
Dépenses d'exploitation	1 192 960	1 162 370	1 236 283	6 %
Bénéfice net d'exploitation	28 574	34 000	88 858	161 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	1 044 666	1 036 094	1 104 736	7 %
Dépenses d'exploitation	919 771	903 816	942 443	4 %
Bénéfice net d'exploitation	124 895	132 278	162 293	23 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	256 041	261 455	258 737	-1 %
Dépenses d'exploitation	193 780	197 119	197 003	0 %
Bénéfice net d'exploitation	62 261	64 336	61 733	-4 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	976 455	1 108 654	1 205 118	9 %
Dépenses d'exploitation	811 604	910 434	995 896	9 %
Bénéfice net d'exploitation	164 850	198 220	209 222	6 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	221 096	220 929	232 474	5 %
Dépenses d'exploitation	189 573	198 540	202 201	2 %
Bénéfice net d'exploitation	31 523	22 389	30 273	35 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	375 245	399 861	445 520	11 %
Dépenses d'exploitation	334 255	347 168	381 215	10 %
Bénéfice net d'exploitation	40 989	52 692	64 305	22 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	934 982	971 656	1 087 951	12 %
Dépenses d'exploitation	853 422	866 687	963 066	11 %
Bénéfice net d'exploitation	81 560	104 968	124 885	19 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	300 534	303 394	317 916	5 %
Dépenses d'exploitation	255 039	256 337	266 800	4 %
Bénéfice net d'exploitation	45 495	47 057	51 117	9 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

Tableau A.5 : Revenu total familial selon la source et la catégorie de revenu¹, fermes non constituées, Canada, 2009

Revenu total de la famille par groupe ¹	Nombre de familles		Revenu d'un travail hors-ferme ²	Revenu hors ferme total ^{3,4}	Bénéfice net d'exploitation	Bénéfice net d'exploitation ajustée en fonction de la déduction pour amortissement	Total des revenus de la famille ⁴	Total des revenus de la famille ajustée en fonction de la déduction pour amortissement ⁴
	Nombre	% du Total						
Toutes les fermes								
Total des catégories de revenus	113 950	100,0	52 855	77 370	22 683	7 367	100 053	84 737
10 000 \$ à 24 999 \$	28 740	25,2	66 009	94 442	-5 234	-9 022	89 207	85 419
25 000 \$ à 49 999 \$	23 560	20,7	55 923	83 196	469	-4 902	83 665	78 295
50 000 \$ à 99 999 \$	19 820	17,4	52 028	75 977	10 314	1 453	86 290	77 430
100 000 \$ à 249 999 \$	22 490	19,7	45 454	67 524	31 430	13 620	98 955	81 144
250 000 \$ à 499 999 \$	12 340	10,8	37 695	55 293	74 129	38 518	129 422	93 811
500,000 \$ à 999 999 \$	5 390	4,7	38 742	58 913	113 728	52 552	172 640	111 465
1 000 000 \$ et plus	1 620	1,4	49 981	72 863	176 936	74 886	249 799	147 749

Source : Statistique Canada, Base de données financières des exploitations agricoles canadiennes (BDFEAC) basée sur le Programme des données fiscales.

¹ Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.

² Le revenu d'un travail hors ferme inclut les "salaires et traitements" et les "revenus nets d'un travail indépendant non agricole".

³ Le revenu hors ferme total inclut le "revenu d'un travail hors ferme", "revenu de placement", "revenu de pension" et "autre revenu hors ferme".

⁴ Exclut les gains en capital.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2002

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2002. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2002 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme l'Agri-stabilité, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les revenus d'exploitation que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit

ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales (PDF) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.



SECTION B

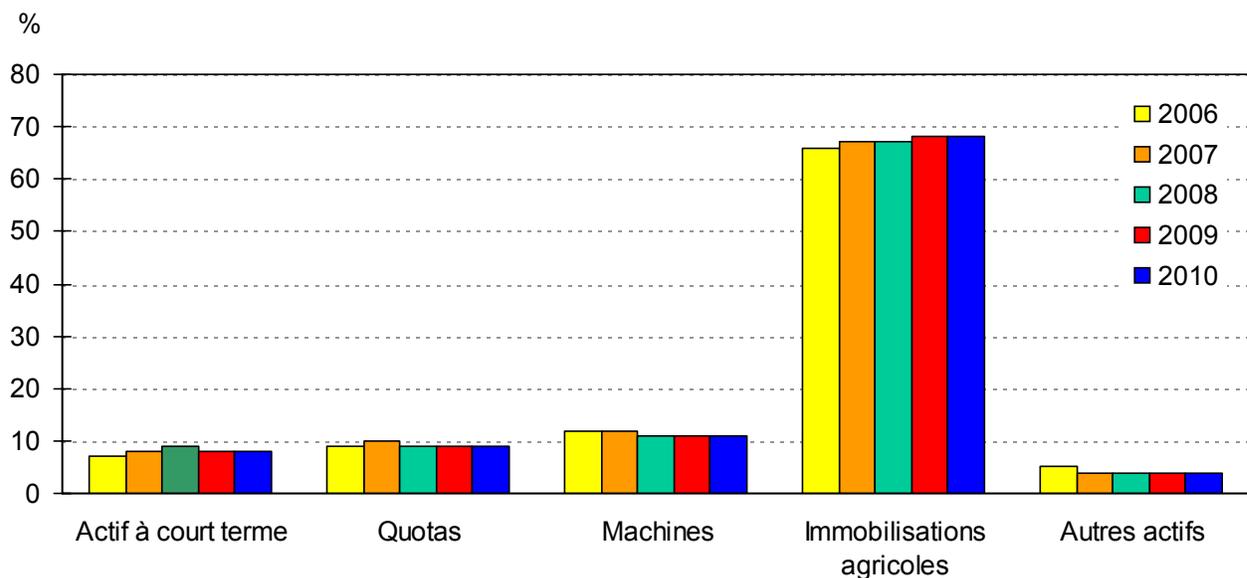
Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, 2001-2010

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2001	244	1 873	2 057	1 930	29 228	58 180	16 535	36 539	58 018	15 357	219 963
2002	265	1 966	2 232	2 056	31 034	63 092	17 781	37 632	61 221	16 895	234 174
2003	285	1 966	2 211	2 073	32 354	66 068	17 919	37 077	62 607	18 339	240 899
2004	288	1 930	2 321	2 117	34 192	69 503	18 138	37 065	67 557	20 326	253 437
2005	313	2 033	2 352	2 214	35 571	71 126	18 323	38 508	73 036	23 098	266 575
2006	347	2 049	2 404	2 257	36 152	73 700	19 176	39 419	78 775	25 487	279 766
2007	385	2 037	2 515	2 275	37 944	77 618	20 755	43 751	86 622	28 850	302 752
2008	379	2 062	2 608	2 325	39 941	80 897	22 564	48 741	93 439	30 645	323 601
2009	364	1 999	2 749	2 457	40 035	82 570	23 467	51 025	95 758	30 945	331 369
2010	380	2 132	2 713	2 566	41 757	88 651	25 076	55 638	101 752	31 216	351 881

Source : Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, janvier 2012.

Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de classe d'actif, Canada, au 31 décembre, 2006-2010



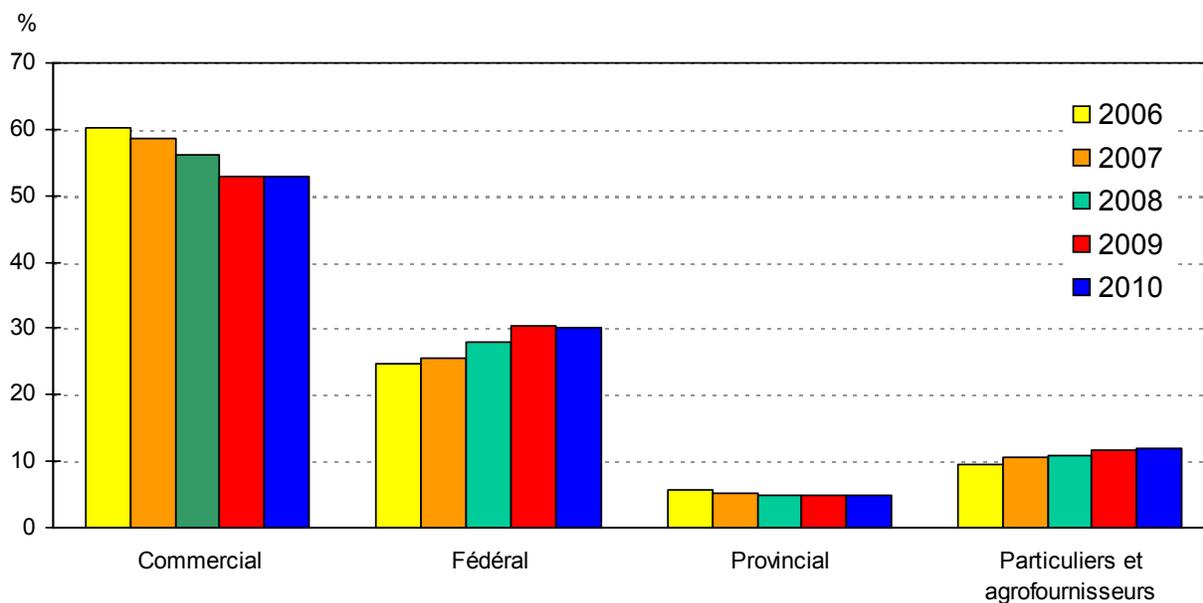
Source : Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, janvier 2012.

Tableau B.2 : Dette agricole, Canada et provinces, 2001-2010

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2001	54	464	442	399	7 651	9 634	3 831	6 248	9 561	2 365	40 647
2002	63	504	488	443	8 589	10 925	4 100	6 258	9 916	2 568	43 855
2003	67	555	534	518	8 991	11 442	4 585	6 757	10 613	2 798	46 860
2004	78	578	562	519	9 326	12 146	4 892	6 914	10 881	3 004	48 900
2005	77	574	606	532	9 527	12 484	5 134	7 199	10 961	3 028	50 123
2006	92	583	609	539	9 866	12 664	5 414	7 511	11 548	3 424	52 249
2007	116	598	677	560	10 482	13 787	5 965	7 528	11 919	4 104	55 735
2008	130	603	750	616	10 927	14 591	6 530	8 014	13 176	4 549	59 884
2009	144	681	800	585	11 329	14 913	6 897	8 751	13 823	4 626	62 548
2010	153	714	795	633	11 655	16 329	7 297	8 938	14 856	5 003	66 373

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2011.

Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2006-2010



Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2011.

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1996-2011

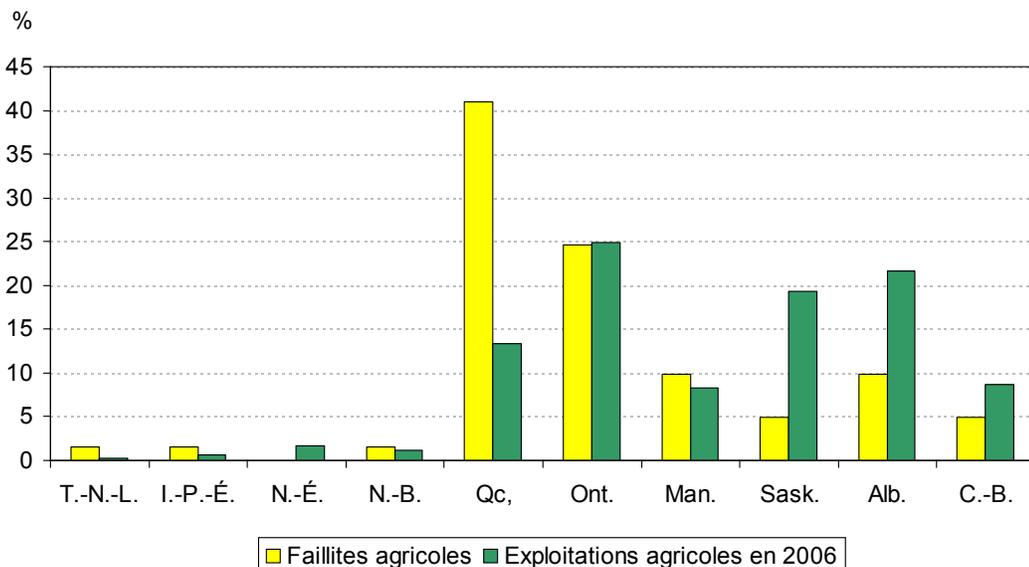
	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1996	3	0	16	4	53	16	25	95	77	1	0	290
1997	1	4	12	4	54	16	19	76	62	4	0	252
1998	3	1	8	1	48	15	27	92	55	5	0	255
1999	0	1	2	4	43	17	29	99	45	6	0	246
2000	0	1	4	2	42	21	19	76	38	14	0	217
2001	2	2	5	0	55	23	19	64	43	6	0	219
2002	0	2	1	4	28	31	41	50	32	9	0	198
2003	0	1	4	1	46	23	28	59	46	16	0	224
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2006	0	6	1	4	37	29	36	79	16	8	0	216
2007	1	3	2	3	29	21	14	49	15	1	0	138
2008	0	1	3	2	20	30	22	34	6	6	2	126
2009	0	5	3	1	29	22	14	12	5	1	0	92
2010	1	1	0	1	25	15	6	3	6	3	0	61
2010*	0	1	0	1	24	11	5	3	6	2	0	53
2011*	3	6	2	0	16	15	2	11	1	0	0	56

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

* de janvier à octobre

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2010



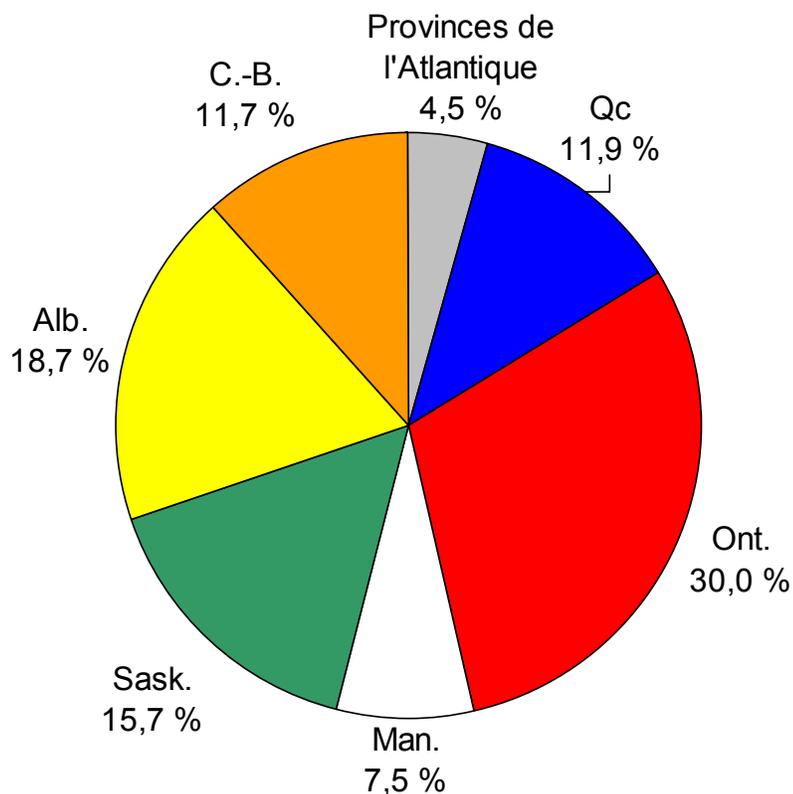
Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2006.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2005-2006 à 2010-2011

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre total de prêts	95 768	101 470	98 066	106 867	114 439	120 070
Montant total des prêts (en millions de \$)	12 310	13 550	14 992	17 099	19 770*	21 335
Nombre de prêts approuvés	28 634	28 684	32 561	31 037	41 418	42 021
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	3 317	3 715	4 285	5 068	6 586	6 153
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	115 852	129 504	131 600	163 302	159 003	146 432

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2011



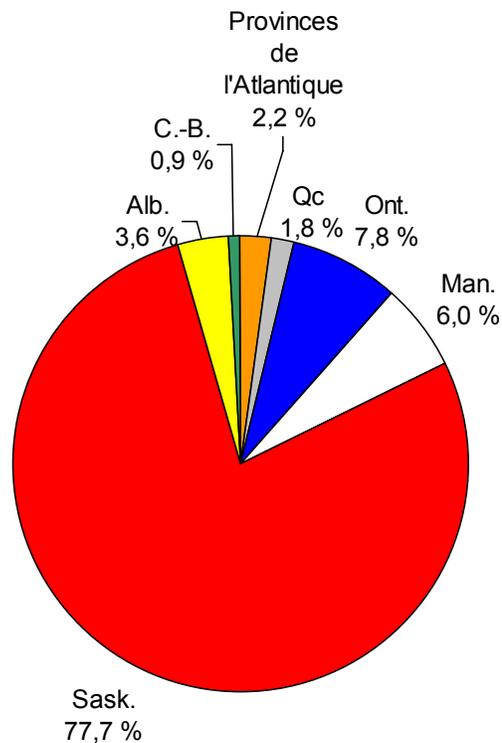
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2003-2004 à 2010-2011

	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	3 155	2 829	2 128	1 803	1 854	1 740	2 524	2 382
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	105 601	105 095	74 472	63 901	71 216	74 762	127 173	137 337
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	33 471	37 149	34 997	35 442	38 412	42 967	50 386	57 657

Source : LCPA, Agriculture et agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, année fiscale 2010-2011



Source : La LCPA, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2008, 2009 et 2010

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par ferme -								
CANADA								
Actif agricole								
- 2008	3 418 219	1 062 546	1 929 886	3 828 577	1 481 906	3 528 253	1 606 188	1 582 465
- 2009	3 478 696	1 184 659	2 166 493	4 256 681	1 511 546	3 920 914	1 725 898	1 692 846
- 2010	3 635 006	1 378 752	2 369 959	4 936 569	1 661 066	4 097 803	1 888 133	1 865 322
Passif agricole								
- 2008	941 199	163 736	787 129	894 836	283 602	897 164	242 168	301 369
- 2009	979 215	177 210	850 235	824 596	319 498	1 249 191	268 787	323 090
- 2010	996 149	218 810	823 661	1 055 303	358 280	1 282 519	263 158	343 241
Avoir net								
- 2008	2 477 021	898 810	1 142 757	2 933 741	1 198 304	2 631 089	1 364 019	1 281 096
- 2009	2 499 481	1 007 449	1 316 258	3 432 085	1 192 049	2 671 723	1 457 111	1 369 756
- 2010	2 638 857	1 159 941	1 546 298	3 881 265	1 302 787	2 815 284	1 624 975	1 522 080
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	118 859	14 252	46 047	60 132	63 226	214 067	71 021	52 189
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..
ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 2008	3 144 276	551 042	1 139 507	3 088 040	707 594	2 822 303	818 070	1 300 271
- 2009	3 146 523	569 936	1 575 575	3 923 817	734 467	3 052 658	923 818	1 381 972
- 2010	3 167 382	597 607	1 055 680	4 413 094	745 138	3 443 653	944 995	1 474 301
Passif agricole								
- 2008	859 037	74 101	693 960	689 677	127 990	876 897	211 093	333 437
- 2009	923 700	67 433	1 090 851	1 018 821	180 839	1 041 008	136 734	371 444
- 2010	1 005 863	81 049	469 172	966 730	172 041	1 126 262	211 930	392 405
Avoir net								
- 2008	2 285 238	476 942	445 547	2 398 364	579 604	1 945 406	606 977	966 833
- 2009	2 222 823	502 503	484 724	2 904 996	553 627	2 011 650	787 084	1 010 527
- 2010	2 161 520	516 558	586 509	3 446 363	573 097	2 317 391	733 065	1 081 897
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	90 977	9 222	54 178	72 547	26 178	120 105	-42 221	38 280
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2008, 2009 et 2010 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par ferme -								
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 2008	2 463 986	645 634	1 309 723	4 239 413	927 504	1 718 784	1 427 538	1 422 274
- 2009	2 463 985	703 518	1 495 180	4 462 927	1 039 826	2 450 919	1 444 155	1 451 965
- 2010	2 604 170	745 836	1 454 460	4 796 649	1 213 900	2 843 987	1 500 594	1 594 106
Passif agricole								
- 2008	766 188	179 300	600 169	929 118	252 688	419 134	330 126	404 235
- 2009	793 953	150 919	703 436	921 466	278 717	599 015	353 348	413 415
- 2010	797 666	156 854	697 998	1 014 461	304 729	955 346	294 656	435 864
Avoir net								
- 2008	1 697 798	466 334	709 554	3 310 296	674 816	1 299 650	1 097 412	1 018 039
- 2009	1 670 031	552 599	791 744	3 541 461	761 109	1 851 904	1 090 807	1 038 550
- 2010	1 806 504	588 982	756 461	3 782 189	909 171	1 888 641	1 205 939	1 158 242
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	85 968	-12 140	42 635	72 935	40 108	75 687	38 178	39 784
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..
ONTARIO								
Actif agricole								
- 2008	3 867 809	920 121	1 782 422	3 903 414	1 414 090	3 123 603	1 343 710	1 642 311
- 2009	3 589 929	975 589	2 138 115	3 860 538	1 443 113	4 517 379	1 506 615	1 731 479
- 2010	3 945 369	1 047 231	2 485 139	5 051 232	1 612 496	5 161 733	1 674 381	1 908 427
Passif agricole								
- 2008	963 908	125 666	753 803	970 352	290 839	314 285	194 419	332 610
- 2009	912 488	141 977	749 422	631 854	255 075	1 673 706	208 639	331 807
- 2010	949 264	175 825	885 098	1 086 816	283 378	1 462 998	211 156	361 428
Avoir net								
- 2008	2 903 901	794 455	1 028 619	2 933 062	1 123 251	2 809 318	1 149 291	1 309 702
- 2009	2 677 441	833 612	1 388 693	3 228 684	1 188 038	2 843 673	1 297 977	1 399 673
- 2010	2 996 105	871 406	1 600 041	3 964 416	1 329 119	3 698 735	1 463 225	1 546 999
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	119 915	10 918	22 177	48 692	52 611	390 802	41 704	41 153
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2008, 2009 et 2010 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par ferme -								
MANITOBA								
Actif agricole								
- 2008	3 868 550	649 985	3 468 541	2 280 257	1 124 694	9 215 086	1 645 299	1 401 027
- 2009	4 569 733	753 311	3 727 659	3 225 213	1 313 245	9 788 208	1 820 324	1 543 921
- 2010	5 049 961	827 046	4 804 008	4 053 605	2 086 836	8 893 383	2 112 052	1 784 961
Passif agricole								
- 2008	1 160 665	113 918	1 223 728	417 246	136 348	2 511 423	306 310	290 310
- 2009	1 459 784	147 961	1 274 406	590 203	219 793	3 378 833	323 912	322 191
- 2010	1 479 446	166 201	1 102 744	969 121	398 285	3 000 577	372 999	357 037
Avoir net								
- 2008	2 707 885	536 066	2 244 813	1 863 012	988 346	6 703 663	1 338 989	1 110 717
- 2009	3 109 949	605 350	2 453 253	2 635 010	1 093 451	6 409 375	1 496 411	1 221 729
- 2010	3 570 516	660 845	3 701 263	3 084 483	1 688 551	5 892 805	1 739 053	1 427 924
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008								
- 2009	294 269	15 886	108 515	-13 659	61 203	751 601	99 614	70 704
- 2010								
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 2008	4 093 476	769 707	4 694 407	4 438 867	473 011	2 155 596	1 419 283	1 272 341
- 2009	8 014 318	956 051	10 854 200	3 757 456	625 734	3 692 344	1 522 778	1 398 838
- 2010	7 582 663	1 165 877	7 335 009	5 378 974	560 933	1 704 804	1 745 092	1 595 550
Passif agricole								
- 2008	1 399 808	141 061	1 288 216	989 955	28 316	531 290	213 612	203 400
- 2009	2 104 562	147 309	4 395 750	1 103 935	28 996	685 953	239 636	224 971
- 2010	1 986 640	205 784	2 085 962	1 778 258	31 137	132 589	252 573	243 212
Avoir net								
- 2008	2 693 668	628 646	3 406 191	3 448 912	444 694	1 624 305	1 205 671	1 068 941
- 2009	5 909 756	808 742	6 458 450	2 653 521	596 738	3 006 391	1 283 142	1 173 867
- 2010	5 596 023	960 093	5 249 047	3 600 716	529 796	1 572 214	1 492 519	1 352 338
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	100 790	23 803	-4 450	-34 346	-19 745	97 125	88 238	69 479
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..

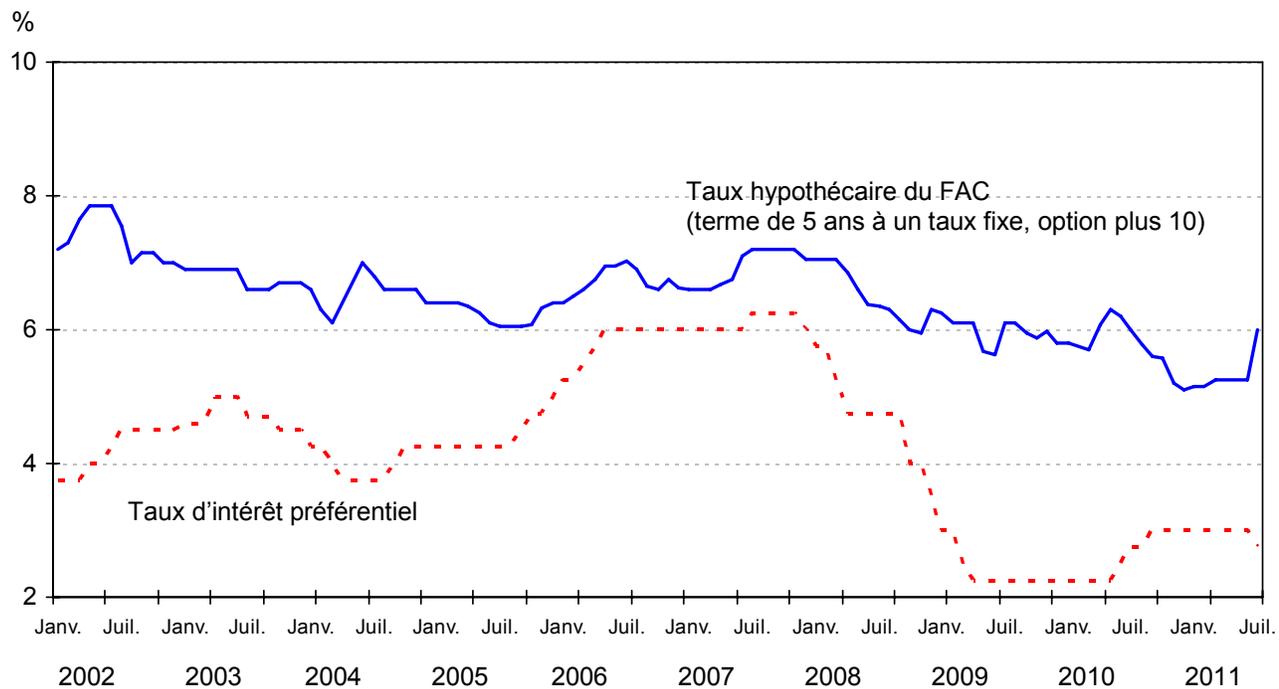
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2008, 2009 et 2010 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par ferme -								
ALBERTA								
Actif agricole								
- 2008	6 133 940	1 486 304	2 839 165	4 374 436	902 640	6 541 460	2 227 122	1 836 756
- 2009	7 018 753	1 663 259	3 598 017	6 660 943	5 581 630	4 818 002	2 390 428	2 038 917
- 2010	8 051 443	2 014 772	3 388 423	5 540 215	1 509 068	5 744 491	2 376 740	2 171 384
Passif agricole								
- 2008	1 576 895	213 234	1 115 315	1 269 615	171 136	1 607 779	289 558	267 035
- 2009	1 868 844	243 261	1 425 253	1 579 077	2 263 992	1 544 322	332 852	313 878
- 2010	2 210 757	298 742	806 581	1 160 102	78 922	1 784 328	276 703	302 552
Avoir net								
- 2008	4 557 045	1 273 070	1 723 850	3 104 821	731 504	4 933 681	1 937 564	1 569 721
- 2009	5 149 909	1 419 999	2 172 764	5 081 866	3 317 638	3 273 681	2 057 575	1 725 039
- 2010	5 840 685	1 716 030	2 581 843	4 380 114	1 430 146	3 960 162	2 100 038	1 868 832
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	286 427	17 018	116 920	143 676	1 172 636	282 156	68 957	49 893
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..
COLOMBIE-BRITANIQUE								
Actif agricole								
- 2008	9 265 015	1 678 048	4 847 162	3 548 860	2 453 091	3 610 718	2 075 132	2 476 849
- 2009	9 097 925	1 652 493	2 652 591	4 554 059	2 251 681	5 255 171	1 439 577	2 503 513
- 2010	8 523 837	1 617 906	4 205 907	5 058 485	2 555 546	4 073 021	1 695 164	2 626 978
Passif agricole								
- 2008	2 184 310	162 115	1 282 182	680 736	394 992	572 221	97 168	411 339
- 2009	2 172 513	131 866	558 313	883 147	421 523	861 966	161 924	439 623
- 2010	2 136 144	163 717	1 011 865	961 862	581 041	841 812	168 859	519 398
Avoir net								
- 2008	7 080 706	1 515 933	3 564 980	2 868 124	2 058 099	3 038 498	1 977 964	2 065 510
- 2009	6 925 412	1 520 627	2 094 278	3 670 912	1 830 158	4 393 205	1 277 652	2 063 891
- 2010	6 387 694	1 454 189	3 194 042	4 096 624	1 974 504	3 231 209	1 526 305	2 107 580
Nouveaux investissements (nets)								
- 2008	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2009	261 488	20 535	-43 197	74 035	60 460	142 535	14 737	53 745
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 2002-2011



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 6 oct., 2010	le 5 oct., 2011	le 6 oct., 2010	le 5 oct., 2011
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	789	1050	827	1 015
Urée (46-0-0)	514	643	538	717
Solution azotée (UAN, 28%)	322	410	352	473
Nitrate d'ammonium	507	574	-	-
Phosphate (Cdn\$/tonne)				
PMA (11-52-0)	653	817	710	865
PAD (18-46-0)	729	810	699	863
Super triple (0-46-0)	684	843	646	858
Potasse (Cdn\$/tonne)				
Potasse (0-0-60)	566	685	543	745
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	86	102	74	91
Essence (ordinaire sans plomb)	93	109	76	94

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/North Dakota du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011

0	Manitoba		Minnesota/North Dakota	
	automne 2010	automne 2011	automne 2010	automne 2011
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	676	955	708	940
Urée (46-0-0)	477	649	494	677
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	712	794	684	817
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	481	644	552	714
Carburant (CAN\$/litre)				
Diesel	84	110	73	94
Essence (ordinaire sans plomb)	97	109	73	96

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.9 : Comparaison entre la Saskatchewan et Montana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2010 et 2011

	Manitoba		Minnesota/North Dakota	
	automne 2010	automne 2011	automne 2010	automne 2011
Azote (Cdn\$/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	677	1 037	-	1 102
Urée (46-0-0)	465	643	473	692
Phosphate (Cdn\$/tonne)				
PMA (11-52-0)	676	772	617	795
Potasse (Cdn\$/tonne)				
Potasse (0-0-60)	501	651	586	629
Carburant (Cdn\$/litre)				
Diesel	77	96	73	94
Essence (ordinaire sans plomb)	90	102	78	97

Source : Enquête des prix des entrées dans l'agriculture d'Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Intrants agricoles, Canada, 2006-2010

	2006	2007	2008	2009	2010
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	4 276 318	4 498 095	5 067 591	4 458 685	4 563 948
Aliments achetés	4 097 993	4 813 781	5 644 445	5 404 360	4 993 054
Salaires en espèces, gîte et couvert	3 985 796	4 098 318	4 231 955	4 259 172	4 391 641
Engrais et chaux	2 610 776	3 201 313	3 835 299	3 978 017	3 360 559
Intérêts	2 646 197	2 977 855	2 929 299	2 348 588	2 241 798
Loyer	1 331 428	1 466 640	1 746 900	1 692 999	1 676 950
Pesticides	1 787 729	1 923 586	2 319 933	2 344 794	2 102 835
Achats de bétail	1 489 030	1 246 540	1 252 872	1 271 464	1 336 452
Semences	1 155 958	1 274 400	1 422 167	1 516 224	1 576 603
Réparations des bâtiments et clôtures	751 474	768 974	793 822	797 219	819 768
Électricité	752 239	814 615	822 653	819 630	839 418
Impôts fonciers	516 015	522 174	529 327	517 861	525 314
Assurance-récolte et grêle	504 543	586 466	765 816	802 806	810 481
Assurance commerciale	693 487	732 237	758 485	778 413	806 982
Insémination et vétérinaire	693 860	709 756	719 118	710 315	718 600
Autres*	3 889 614	4 122 597	4 233 034	4 351 933	4 234 448
Amortissement	4 849 321	5 011 431	5 187 354	5 470 607	5 482 910
Dépenses totales après rabais	36 031 778	38 768 778	42 260 070	41 523 087	40 481 761

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2011.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent inclure l'arrondissement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : L'actif agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de l'actif agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant l'actif agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-016-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Dette agricole et Graphique B.2 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2009-2010. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA). Les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA, ont été fournies par la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée chaque année par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

Tableaux B.7, B.8 et B.9 : Prix moyens des engrais et des carburants sélectionnés

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.



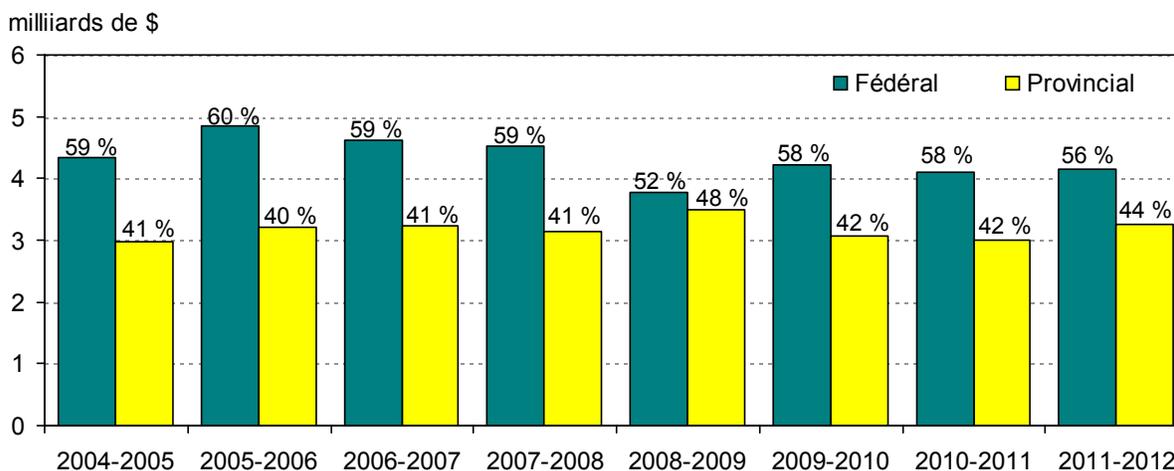
SECTION C

Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

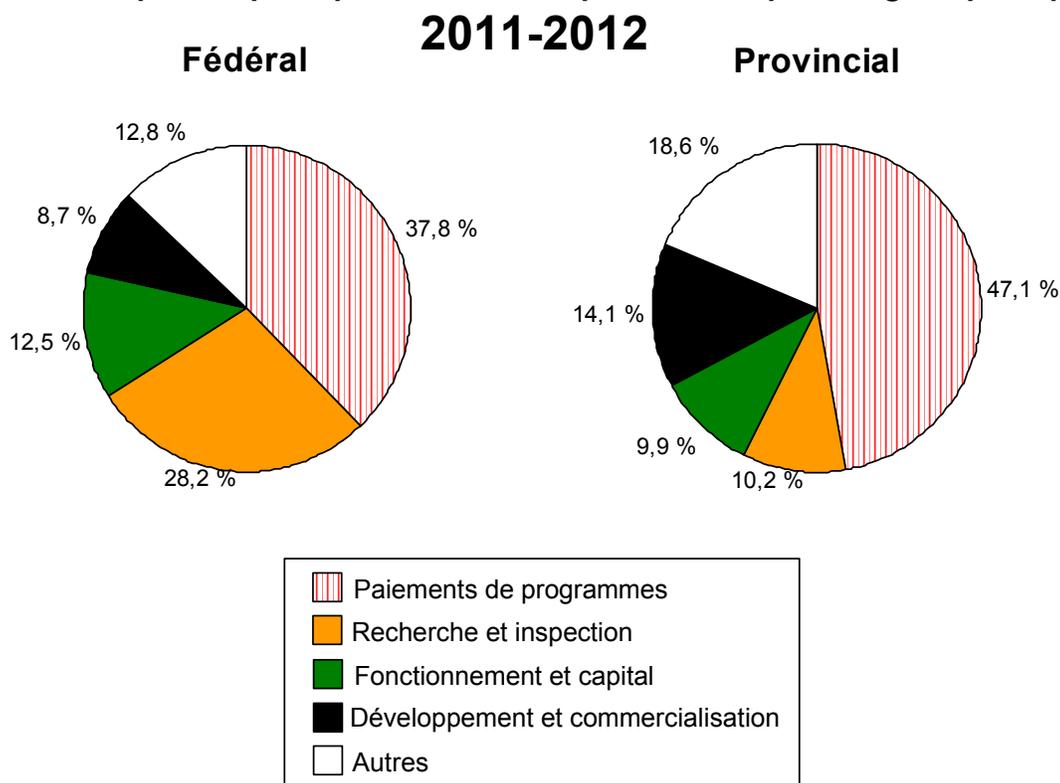
Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2011-2012

Réparties		2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	11 622	14 035	8 989	12 574	9 855	9 525	10 621	13 266
	Provincial	10 713	14 872	15 485	18 121	17 339	20 529	22 315	24 708
	% Féd.	52,03	48,55	36,73	40,96	36,24	31,69	32,25	34,93
Î.-P.-É.	Fédéral	46 280	31 086	40 817	37 581	42 774	26 995	42 020	34 333
	Provincial	38 770	31 852	28 268	43 137	33 421	32 338	32 027	32 401
	% Féd.	54,42	49,39	59,08	46,56	56,14	45,50	56,75	51,45
N.-É.	Fédéral	34 938	35 587	40 916	39 246	28 471	47 580	32 173	42 257
	Provincial	49 037	47 333	45 628	66 064	56 776	61 594	55 679	53 981
	% Féd.	41,61	42,92	47,28	37,27	33,40	43,58	36,62	43,91
N.-B.	Fédéral	45 854	33 109	46 819	53 804	31 660	41 290	37 938	41 169
	Provincial	31 962	26 574	25 667	32 359	31 975	27 287	27 896	27 731
	% Féd.	58,93	55,47	64,59	62,44	49,75	60,21	57,63	59,75
Qc	Fédéral	523 602	537 417	529 269	650 564	338 626	502 148	500 641	476 581
	Provincial	708 706	818 077	905 053	911 966	1 034 066	1 002 689	1 030 040	964 920
	% Féd.	42,49	39,65	36,90	41,64	24,67	33,37	32,71	33,06
Ont.	Fédéral	668 650	796 385	762 065	903 850	871 054	667 786	635 823	671 365
	Provincial	577 520	540 901	510 779	718 236	453 366	462 128	396 220	612 112
	% Féd.	53,66	59,55	59,87	55,72	65,77	59,10	61,61	52,31
Man.	Fédéral	469 310	604 275	519 005	552 679	312 263	466 076	388 907	564 185
	Provincial	204 798	300 319	248 121	275 182	275 213	286 227	270 262	275 182
	% Féd.	69,62	66,80	67,66	66,76	53,15	61,95	59,00	67,22
Sask.	Fédéral	986 886	1 147 828	1 073 796	865 964	645 635	680 542	847 402	885 674
	Provincial	458 874	489 963	421 240	331 289	437 093	372 312	457 710	519 307
	% Féd.	68,26	70,08	71,82	72,33	59,63	64,64	64,93	63,04
Alb.	Fédéral	891 659	1 054 875	924 598	751 747	730 275	679 980	689 778	731 494
	Provincial	822 437	868 562	967 859	640 894	1 065 952	729 484	659 594	678 292
	% Féd.	52,02	54,84	48,86	53,98	40,66	48,24	51,12	51,89
C.-B.	Fédéral	238 122	160 720	201 867	215 863	148 582	146 039	156 901	161 084
	Provincial	80 408	61 992	73 889	100 947	81 747	78 307	58 729	70 192
	% Féd.	74,76	72,16	73,21	68,14	64,51	65,10	72,76	69,65
Autres	Fédéral	422 035	437 051	473 870	434 822	619 301	941 187	759 936	517 550
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	4 338 960	4 852 368	4 622 011	4 518 694	3 778 496	4 209 148	4 102 140	4 138 958
	Provincial	2 983 225	3 200 445	3 241 988	3 138 197	3 486 948	3 072 893	3 010 472	3 258 826
	% Féd.	59,26	60,26	58,77	59,01	52,01	57,80	57,67	55,95

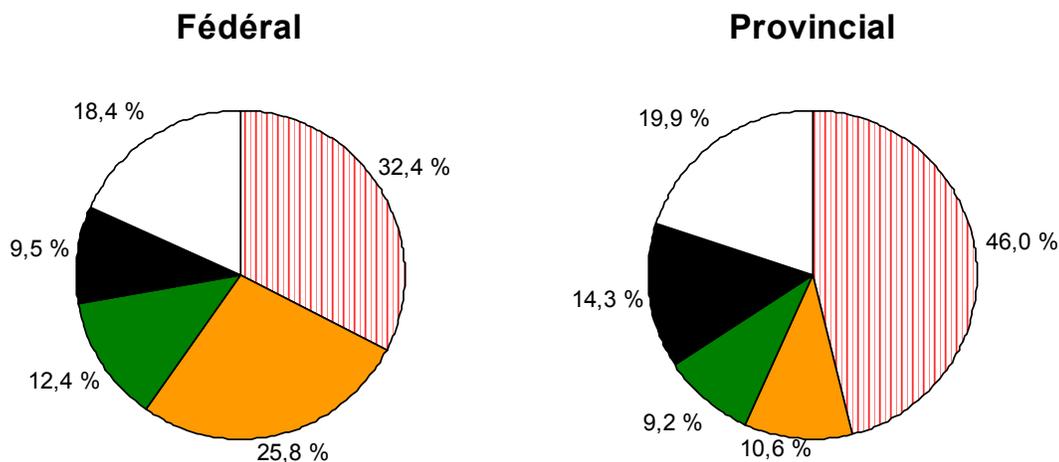
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2011-2012


Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



2010-2011



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	802 023	799 729	775 828	865 800	1 501 720	1 629 928	1 626 011	1 711 741
B. Dépenses de capital	105 839	88 692	83 420	77 422	58 649	92 127	93 238	61 980
C. Dépenses de programmes	2 512 868	2 086 591	2 088 849	2 265 882	2 390 027	2 662 986	2 560 066	2 540 226
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 518 304	1 056 277	892 327	1 031 902	528 786	652 040	563 629	755 905
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	50 611	54 033	179 501	148 354	352 030	48 710	333 045	404 317
c.3 Assurance production	365 672	380 121	387 690	455 027	493 243	435 234	447 056	392 430
c.4 Aide au financement	64 121	66 087	66 664	53 985	35 148	279 279	45 872	79 627
c.5 Entreposage et transport	1 322	1 961	10 991	(6 258)	6 120	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	26 795	27 320	29 642	27 729	642	456	959	864
c.7 Recherche	108 062	144 051	134 104	134 987	22 038	36 378	65 703	60 623
c.8 Inspection des aliments	41 057	47 055	44 944	47 368	72 847	53 225	68 599	79 411
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	618 528	939 379	757 202	513 928
c.10 Marketing et commercialisation	31 321	37 559	36 875	42 014	48 902	65 530	66 866	29 492
c.11 Développement rural et régional	66 268	54 048	66 276	81 286	72 913	89 825	130 194	111 291
c.12 Environnement	62 812	54 755	59 913	52 370	97 826	39 476	53 303	75 311
c.13 Enseignement	136 969	119 390	136 165	131 245	78	-	24	-
c.14 Vulgarisation	39 553	43 934	43 758	65 872	40 927	23 454	27 615	37 027
D. Dépenses fiscales	379 048	387 780	370 627	374 090	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 799 777	3 362 792	3 318 723	3 583 194	3 950 396	4 385 041	4 279 315	4 313 947
Recouvrements	(312 829)	(289 899)	(308 251)	(324 368)	(171 900)	(175 893)	(177 175)	(174 989)
Total, dépenses nettes	3 486 948	3 072 893	3 010 472	3 258 826	3 778 496	4 209 148	4 102 140	4 138 958
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	8 856	9 623	10 043	10 630	4 104	4 472	4 435	4 431
B. Dépenses de capital	1 636	2 269	2 252	2 629	157	246	247	164
C. Dépenses de programmes	6 847	8 637	10 020	11 449	6 074	5 277	6 408	9 133
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	261	239	216	202	480	336	321	325
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 133	3 553	4 973	7 182	(1)	945	657	0
c.3 Assurance production	27	35	32	24	38	53	48	42
c.4 Aide au financement	-	-	-	140	14	4	13	11
c.5 Entreposage et transport	173	155	122	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	9	2
c.7 Recherche	277	96	582	119	475	414	596	1 055
c.8 Inspection des aliments	483	1 820	567	697	323	609	547	1 723
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 578	719	1 491	1 050	362	521	859	144
c.11 Développement rural et régional	440	429	421	318	3 570	2 112	2 816	2 868
c.12 Environnement	180	172	237	229	651	275	529	1 942
c.13 Enseignement	1 155	1 075	1 239	1 239	78	-	0	-
c.14 Vulgarisation	141	343	140	-	84	9	14	1 021
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	17 339	20 529	22 315	24 708	10 335	9 995	11 090	13 728
Recouvrements	-	-	-	-	(480)	(470)	(469)	(463)
Total, dépenses nettes	17 339	20 529	22 315	24 708	9 855	9 525	10 621	13 266

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 561	7 399	8 205	9 037	14 325	14 771	14 540	15 220
B. Dépenses de capital	145	61	81	13	547	840	823	547
C. Dépenses de programmes	23 746	22 909	21 814	22 037	29 572	12 988	28 223	20 111
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 748	5 035	4 804	4 691	11 807	(3 608)	10 628	4 278
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 103	2 972	958	811	7 798	188	(535)	3
c.3 Assurance production	3 960	6 313	6 300	7 813	4 185	6 204	7 407	6 502
c.4 Aide au financement	1 359	520	636	636	497	1 931	695	727
c.5 Entreposage et transport	30	-	400	400	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	8	5	28	31	-	2	33	8
c.7 Recherche	2 516	1 671	1 457	932	60	197	577	948
c.8 Inspection des aliments	508	539	79	25	369	545	654	1 297
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 301	1 063	987	1 027	235	567	2 359	207
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 662	5 304	4 070	4 001
c.12 Environnement	175	362	1 570	1 570	1 434	1 282	1 388	1 416
c.13 Enseignement	3 119	4 081	4 256	3 819	-	-	0	-
c.14 Vulgarisation	921	348	340	283	525	376	947	725
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	33 421	32 338	32 069	33 056	44 444	28 599	43 586	35 878
Recouvrements	-	-	(41)	(655)	(1 669)	(1 604)	(1 566)	(1 545)
Total, dépenses nettes	33 421	32 338	32 027	32 401	42 774	26 995	42 020	34 333
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	15 794	15 201	15 790	15 366	18 020	17 396	17 422	18 072
B. Dépenses de capital	697	586	711	1 018	692	1 032	1 012	673
C. Dépenses de programmes	38 952	44 485	37 864	38 923	11 870	31 123	15 665	25 411
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	2 315	4 166	2 212	3 056	1 691	11 722	5 017	10 445
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	235	1 089	679	639	402	921	594	1
c.3 Assurance production	297	496	422	591	277	709	705	619
c.4 Aide au financement	5 325	6 146	2 159	3 024	42	3 255	80	205
c.5 Entreposage et transport	695	1 115	750	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	14	7	9
c.7 Recherche	1 123	1 196	1 070	1 000	1 135	1 039	192	3 363
c.8 Inspection des aliments	3 790	5 090	3 973	4 229	2 006	2 828	826	1 185
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 924	3 589	3 625	3 321	1 206	638	667	1 472
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	2 452	8 380	5 734	6 097
c.12 Environnement	3 167	2 645	2 028	2 208	1 803	1 220	1 506	1 336
c.13 Enseignement	15 668	16 663	18 240	18 025	-	-	0	-
c.14 Vulgarisation	2 413	2 290	2 706	2 580	858	398	335	677
D. Dépenses fiscales	1 333	1 322	1 315	1 323	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	56 776	61 594	55 679	56 631	30 582	49 551	34 099	44 156
Recouvrements	-	-	-	(2 650)	(2 110)	(1 971)	(1 926)	(1 899)
Total, dépenses nettes	56 776	61 594	55 679	53 981	28 471	47 580	32 173	42 257

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	12 892	12 992	13 010	12 658	17 011	17 658	17 392	18 411
B. Dépenses de capital	725	933	491	625	653	1 022	1 021	679
C. Dépenses de programmes	16 847	12 331	12 858	12 763	15 988	24 561	21 468	23 996
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	6 597	3 386	5 480	4 937	3 974	2 741	5 212	7 953
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 907	2 554	772	2 000	422	264	1 930	865
c.3 Assurance production	1 727	1 803	1 807	1 848	2 584	2 702	2 708	2 377
c.4 Aide au financement	1 545	25	34	-	474	5 418	338	576
c.5 Entreposage et transport	-	151	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	3	8	1	-	-	-	29	9
c.7 Recherche	505	655	835	650	656	1 838	2 007	1 750
c.8 Inspection des aliments	202	266	260	229	1 829	641	592	1 256
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 302	314	341	300	306	1 008	315	572
c.11 Développement rural et régional	28	-	90	-	4 402	8 267	6 503	6 551
c.12 Environnement	896	1 126	1 105	685	1 046	1 541	1 611	1 384
c.13 Enseignement	1 470	1 636	1 783	1 847	-	-	0	-
c.14 Vulgarisation	666	405	350	267	293	141	223	701
D. Dépenses fiscales	1 539	1 192	1 866	1 844	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	32 003	27 448	28 226	27 890	33 652	43 241	39 880	43 085
Recouvrements	(28)	(161)	(329)	(159)	(1 993)	(1 951)	(1 942)	(1 916)
Total, dépenses nettes	31 975	27 287	27 896	27 731	31 660	41 290	37 938	41 169
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	207 709	208 215	208 371	199 387	229 627	248 491	248 707	261 184
B. Dépenses de capital	12 353	12 783	13 425	12 678	8 945	14 210	14 421	9 586
C. Dépenses de programmes	772 436	738 829	762 480	708 981	127 334	266 578	264 914	232 876
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	577 874	543 338	555 518	497 587	34 693	126 580	137 860	125 964
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	4 998	3 744	3 858	3 741	6 703	3 338	21 578	160
c.3 Assurance production	17 107	19 237	19 081	19 086	24 036	25 713	28 066	24 637
c.4 Aide au financement	36 578	28 678	25 300	28 115	5 952	61 725	17 099	22 558
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	15 823	15 644	18 402	16 669	641	350	381	134
c.7 Recherche	16 795	22 694	20 091	20 412	2 733	5 241	8 740	7 792
c.8 Inspection des aliments	18 023	17 069	21 695	23 139	10 286	3 128	10 411	13 959
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	13 835	16 539	19 847	23 730	6 801	10 587	9 519	4 872
c.11 Développement rural et régional	3 939	3 167	6 124	8 119	11 526	14 191	14 867	16 309
c.12 Environnement	30 213	26 593	26 753	22 838	12 807	11 839	10 098	11 071
c.13 Enseignement	23 786	22 854	25 598	22 921	-	-	4	-
c.14 Vulgarisation	13 465	19 271	20 212	22 624	11 155	3 885	6 291	5 421
D. Dépenses fiscales	41 569	42 862	45 764	43 874	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	1 034 066	1 002 689	1 030 040	964 920	365 907	529 279	528 043	503 646
Recouvrements	-	-	-	-	(27 281)	(27 131)	(27 401)	(27 065)
Total, dépenses nettes	1 034 066	1 002 689	1 030 040	964 920	338 626	502 148	500 641	476 581

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	201 087	197 164	218 552	235 350	348 587	367 931	370 076	390 101
B. Dépenses de capital	18 750	5 669	12 293	10 750	13 403	21 246	21 671	14 404
C. Dépenses de programmes	271 027	275 353	227 223	404 316	549 940	319 174	285 253	307 526
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	136 839	135 383	91 744	261 904	115 561	128 222	95 065	147 609
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	7 788	8 045	2 129	13 621	302 906	24 598	28 357	6 012
c.3 Assurance production	33 939	34 183	33 000	40 000	48 496	48 459	49 636	43 571
c.4 Aide au financement	145	3 863	11 555	213	4 294	55 403	7 975	18 364
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	245	381	484	305	1	31	158	201
c.7 Recherche	49 311	45 498	45 143	44 883	8 064	10 894	14 738	14 204
c.8 Inspection des aliments	11 491	13 755	12 520	12 757	15 533	7 329	16 554	19 162
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	5 326	8 597	9 361	11 139	6 339	16 079	12 488	7 046
c.11 Développement rural et régional	5 911	7 271	6 765	6 667	21 771	14 602	46 002	24 626
c.12 Environnement	7 519	6 897	2 823	2 724	19 222	9 691	9 976	17 911
c.13 Enseignement	5 200	5 200	5 200	5 200	-	-	6	-
c.14 Vulgarisation	7 313	6 281	6 499	4 904	7 752	3 865	4 299	8 822
D. Dépenses fiscales	38 717	33 406	35 172	35 929	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	529 581	511 592	493 240	686 345	911 930	708 351	677 000	712 031
Recouvrements	(76 214)	(49 465)	(97 021)	(74 233)	(40 876)	(40 564)	(41 177)	(40 666)
Total, dépenses nettes	453 366	462 128	396 220	612 112	871 054	667 786	635 823	671 365
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	51 899	56 186	59 782	59 206	156 806	174 415	175 592	185 301
B. Dépenses de capital	8 124	8 522	8 753	8 764	5 805	9 860	10 025	6 665
C. Dépenses de programmes	155 366	151 842	134 763	138 998	167 358	300 625	222 331	391 037
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	67 024	55 155	48 296	50 518	34 262	109 498	62 191	124 193
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	6 465	21 589	1 368	1 716	17 240	6 221	46 920	158 156
c.3 Assurance production	47 685	44 111	43 485	50 351	73 149	67 162	63 909	56 100
c.4 Aide au financement	4 938	2 468	822	412	6 113	82 348	6 802	13 405
c.5 Entreposage et transport	-	245	-	-	6 120	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	43	619	44	44	-	45	99	93
c.7 Recherche	2 044	2 804	1 115	1 115	1 895	4 395	11 832	4 683
c.8 Inspection des aliments	2 278	1 728	2 740	2 740	5 533	5 612	7 013	9 639
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 753	944	1 020	909	5 064	12 527	8 070	4 626
c.11 Développement rural et régional	11 497	12 733	12 439	12 934	4 211	7 362	9 824	9 275
c.12 Environnement	3 374	1 592	14 275	9 654	10 793	3 159	3 592	7 305
c.13 Enseignement	7 868	7 333	8 787	8 212	-	-	3	-
c.14 Vulgarisation	397	521	372	393	2 978	2 294	2 076	3 562
D. Dépenses fiscales	63 155	73 475	73 541	74 508	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	278 545	290 025	276 839	281 475	329 969	484 900	407 948	583 003
Recouvrements	(3 332)	(3 798)	(6 577)	(6 293)	(17 706)	(18 824)	(19 040)	(18 818)
Total, dépenses nettes	275 213	286 227	270 262	275 182	312 263	466 076	388 907	564 185

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	61 406	48 022	37 495	69 468	296 632	342 664	346 855	364 386
B. Dépenses de capital	3 098	2 737	2 662	2 694	10 677	18 752	19 333	12 851
C. Dépenses de programmes	391 855	336 020	445 627	478 690	370 888	354 927	517 922	544 718
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	182 099	131 432	136 600	143 200	101 825	96 636	142 622	161 284
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 282	5 402	124 507	104 264	2 572	2 312	171 499	188 146
c.3 Assurance production	113 932	111 071	97 549	131 335	171 476	163 128	140 009	122 901
c.4 Aide au financement	12 994	16 534	15 754	13 885	11 886	47 137	8 093	11 924
c.5 Entreposage et transport	424	295	319	1 042	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	94	66	85	81	-	12	70	179
c.7 Recherche	15 593	19 259	17 470	18 464	2 956	6 599	16 820	12 093
c.8 Inspection des aliments	2 474	5 083	3 110	3 066	12 041	13 474	3 685	11 996
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 765	2 341	(30)	93	15 289	7 962	6 502	3 443
c.11 Développement rural et régional	41 778	28 997	38 837	50 298	11 271	8 611	8 813	13 549
c.12 Environnement	16 508	14 966	10 921	12 462	32 866	4 161	13 439	12 942
c.13 Enseignement	389	-	-	10	-	-	5	-
c.14 Vulgarisation	525	574	507	490	8 707	4 896	6 364	6 262
D. Dépenses fiscales	129 984	126 314	106 014	109 828	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	586 343	513 093	591 798	660 680	678 197	716 343	884 110	921 956
Recouvrements	(149 250)	(140 781)	(134 087)	(141 373)	(32 562)	(35 802)	(36 708)	(36 282)
Total, dépenses nettes	437 093	372 312	457 710	519 307	645 635	680 542	847 402	885 674
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	200 642	214 142	175 585	226 788	324 649	347 385	338 589	356 690
B. Dépenses de capital	57 018	54 597	41 916	37 881	14 257	19 449	19 251	12 795
C. Dépenses de programmes	798 449	456 126	414 232	414 744	427 879	350 279	368 559	398 133
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	515 456	149 609	33 363	43 537	203 507	160 609	69 588	145 348
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	16 334	4 384	39 645	11 431	11 975	4 341	59 332	47 069
c.3 Assurance production	139 998	155 872	179 015	196 980	157 613	109 698	142 971	125 501
c.4 Aide au financement	1 237	7 186	10 403	7 560	5 370	21 216	4 565	10 683
c.5 Entreposage et transport	-	-	9 400	(8 200)	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 580	10 596	10 600	10 600	-	-	71	178
c.7 Recherche	19 504	49 173	46 321	46 938	3 213	4 268	8 094	10 353
c.8 Inspection des aliments	(367)	1 336	-	-	9 335	12 305	24 883	14 205
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	387	1 756	226	220	10 916	13 423	22 842	4 796
c.11 Développement rural et régional	2 675	1 450	1 450	1 450	7 227	16 221	23 703	17 568
c.12 Environnement	780	402	200	-	11 519	2 624	7 424	15 052
c.13 Enseignement	78 306	60 548	71 063	69 972	-	-	5	-
c.14 Vulgarisation	13 557	13 814	12 546	34 256	7 202	5 574	5 081	7 381
D. Dépenses fiscales	93 849	100 313	98 057	97 885	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	1 149 957	825 178	729 789	777 297	766 785	717 113	726 399	767 618
Recouvrements	(84 005)	(95 694)	(70 195)	(99 005)	(36 510)	(37 133)	(36 621)	(36 124)
Total, dépenses nettes	1 065 952	729 484	659 594	678 292	730 275	679 980	689 778	731 494

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	34 178	30 784	28 995	27 909	91 959	94 696	92 371	97 943
B. Dépenses de capital	3 292	535	837	370	3 513	5 469	5 435	3 616
C. Dépenses de programmes	37 344	40 058	21 968	34 982	63 824	56 316	69 419	69 735
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	26 092	28 533	14 094	22 270	21 024	19 304	35 094	28 508
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 366	701	610	2 950	2 013	5 582	2 714	3 906
c.3 Assurance production	7 000	7 000	7 000	7 000	11 389	11 409	11 596	10 179
c.4 Aide au financement	-	667	-	-	506	843	212	1 173
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	-	-	100	50
c.7 Recherche	395	1 005	19	473	832	1 418	1 679	3 985
c.8 Inspection des aliments	2 175	368	-	488	15 588	6 616	3 278	4 461
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	151	1 697	8	226	2 382	1 841	2 798	1 292
c.11 Développement rural et régional	-	-	150	1 500	3 083	4 451	7 152	9 680
c.12 Environnement	-	-	-	-	5 634	3 480	3 387	4 359
c.13 Enseignement	8	-	-	-	-	-	1	-
c.14 Vulgarisation	157	87	87	75	1 372	1 372	1 408	2 142
D. Dépenses fiscales	6 933	6 929	6 930	6 931	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	81 747	78 307	58 729	70 192	159 295	156 482	167 225	171 294
Recouvrements	-	-	-	-	(10 713)	(10 442)	(10 324)	(10 210)
Total, dépenses nettes	81 747	78 307	58 729	70 192	148 582	146 039	156 901	161 084

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence sont une estimation dans plusieurs provinces.

Préliminaires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	18 224	18 632	17 416	16 228	240 637	275 765	272 115	279 880
- capital	5 725	6 007	6 612	11 162	11 944	11 582	9 393	9 751
- programme	108 062	144 051	134 104	134 987	22 038	36 378	65 703	60 623
Total, Recherche	132 012	168 689	158 132	162 377	274 618	323 725	347 211	350 254
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	145 876	142 105	146 430	155 269	634 811	711 857	709 916	758 056
- capital	4 532	2 539	2 250	1 618	26 058	34 978	41 201	27 829
- programme	41 057	47 055	44 944	47 368	72 847	53 225	68 599	79 411
Total, Inspection	191 465	191 699	193 625	204 255	733 716	800 060	819 716	865 296
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	635	728	992	1 028	672	755	728	740
- capital	269	7	8	77	33	31	25	26
- programme	277	96	582	119	475	414	596	1 055
Total, Recherche	1 181	830	1 582	1 224	1 180	1 200	1 349	1 821
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 037	2 184	2 256	2 517	1 672	1 889	1 842	1 919
- capital	160	48	85	12	73	93	109	74
- programme	483	1 820	567	697	323	609	547	1 723
Total, Inspection	2 680	4 053	2 908	3 226	2 068	2 592	2 498	3 715
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 337	2 511	2 465	2 471
- capital	-	-	-	-	116	106	83	86
- programme	2 516	1 671	1 457	932	60	197	577	948
Total, Recherche	2 516	1 671	1 457	932	2 513	2 813	3 125	3 506
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 292	2 346	2 326	3 047	5 855	6 199	5 997	6 443
- capital	70	61	81	13	253	319	364	246
- programme	508	539	79	25	369	545	654	1 297
Total, Inspection	2 870	2 946	2 486	3 085	6 478	7 063	7 015	7 987

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	1	-	-	-	2 954	3 092	2 958	3 037
- capital	-	-	-	480	147	130	102	106
- programme	1 123	1 196	1 070	1 000	1 135	1 039	192	3 363
Total, Recherche	1 124	1 196	1 070	1 480	4 235	4 260	3 252	6 506
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 529	2 474	1 748	1 725	7 365	7 602	7 391	7 889
- capital	-	-	-	-	320	392	447	302
- programme	3 790	5 090	3 973	4 229	2 006	2 828	826	1 185
Total, Inspection	6 319	7 563	5 722	5 953	9 691	10 822	8 665	9 376
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	772	586	517	525	2 789	3 054	2 965	3 065
- capital	34	20	0	1	138	128	103	107
- programme	505	655	835	650	656	1 838	2 007	1 750
Total, Recherche	1 311	1 261	1 352	1 176	3 584	5 020	5 075	4 922
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 936	3 139	3 193	2 733	6 950	7 504	7 408	7 956
- capital	161	185	9	87	302	388	451	305
- programme	202	266	260	229	1 829	641	592	1 256
Total, Inspection	3 299	3 591	3 462	3 049	9 081	8 534	8 451	9 518
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	4 770	4 153	3 915	4 234	38 190	42 468	41 879	43 289
- capital	-	-	-	-	1 895	1 786	1 453	1 508
- programme	16 795	22 694	20 091	20 412	2 733	5 241	8 740	7 792
Total, Recherche	21 565	26 847	24 006	24 646	42 818	49 496	52 071	52 589
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	38 223	38 107	41 593	38 811	97 139	106 188	106 437	114 085
- capital	-	1 041	216	245	4 135	5 395	6 373	4 304
- programme	18 023	17 069	21 695	23 139	10 286	3 128	10 411	13 959
Total, Inspection	56 245	56 217	63 503	62 194	111 560	114 711	123 221	132 348

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	2 380	2 565	3 168	3 577	57 221	63 819	63 250	65 042
- capital	4 250	5 150	6 250	10 250	2 840	2 671	2 183	2 266
- programme	49 311	45 498	45 143	44 883	8 064	10 894	14 738	14 204
Total, Recherche	55 941	53 213	54 561	58 710	68 124	77 384	80 171	81 512
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	36 893	36 225	38 040	42 300	148 051	161 399	162 600	173 749
- capital	500	500	1 000	500	6 196	8 067	9 578	6 467
- programme	11 491	13 755	12 520	12 757	15 533	7 329	16 554	19 162
Total, Inspection	48 884	50 479	51 559	55 557	169 781	176 795	188 732	199 379
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	24 785	29 553	29 299	30 098
- capital	-	-	-	-	1 230	1 240	1 010	1 049
- programme	2 044	2 804	1 115	1 115	1 895	4 395	11 832	4 683
Total, Recherche	2 044	2 804	1 115	1 115	27 910	35 188	42 141	35 829
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	8 441	10 998	11 521	11 237	66 942	77 809	78 001	83 131
- capital	200	200	180	180	2 684	3 743	4 429	2 993
- programme	2 278	1 728	2 740	2 740	5 533	5 612	7 013	9 639
Total, Inspection	10 919	12 926	14 441	14 157	75 159	87 164	89 442	95 763
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	668	2 698	2 280	902	45 582	56 041	56 877	58 030
- capital	5	5	4	4	2 262	2 357	1 948	2 022
- programme	15 593	19 259	17 470	18 464	2 956	6 599	16 820	12 093
Total, Recherche	16 266	21 962	19 754	19 370	50 800	64 997	75 644	72 145
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 222	3 101	4 184	4 184	126 816	151 023	152 588	162 567
- capital	-	-	-	-	4 936	7 119	8 543	5 770
- programme	2 474	5 083	3 110	3 066	12 041	13 474	3 685	11 996
Total, Inspection	5 695	8 184	7 294	7 250	143 793	171 616	164 816	180 333

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	8 995	7 901	6 455	5 877	51 110	58 126	55 896	57 778
- capital	1 167	825	350	350	2 537	2 445	1 939	2 013
- programme	19 504	49 173	46 321	46 938	3 213	4 268	8 094	10 353
Total, Recherche	29 666	57 899	53 126	53 165	56 860	64 838	65 930	70 143
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	43 629	37 598	36 339	43 423	136 605	152 005	148 244	157 889
- capital	739	472	380	380	5 535	7 384	8 508	5 745
- programme	(367)	1 336	-	-	9 335	12 305	24 883	14 205
Total, Inspection	44 001	39 406	36 719	43 803	151 475	171 694	181 635	177 839
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	3	-	90	85	14 997	16 346	15 799	16 331
- capital	-	-	-	-	744	688	548	569
- programme	395	1 005	19	473	832	1 418	1 679	3 985
Total, Recherche	398	1 005	109	558	16 573	18 452	18 026	20 885
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	5 674	5 933	5 231	5 292	37 415	40 219	39 401	42 428
- capital	2 703	31	300	201	1 624	2 077	2 398	1 624
- programme	2 175	368	-	488	15 588	6 616	3 278	4 461
Total, Inspection	10 552	6 333	5 531	5 981	54 627	48 911	45 077	48 513

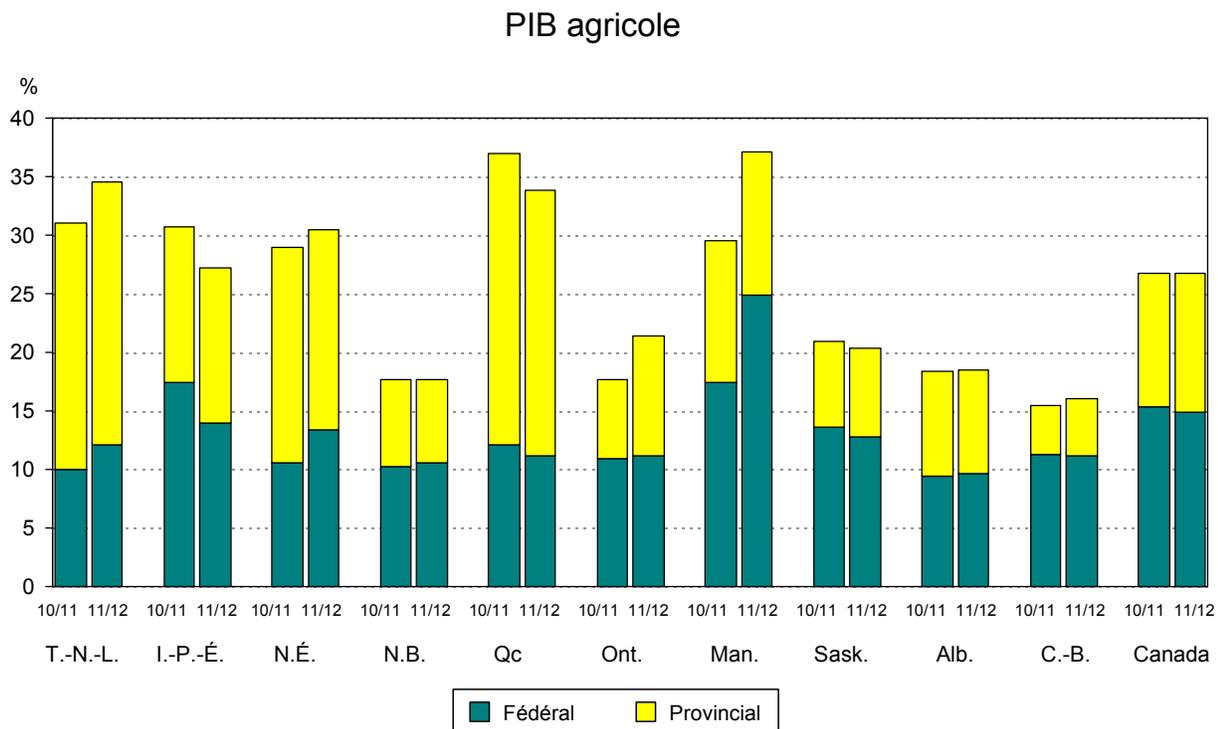
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012

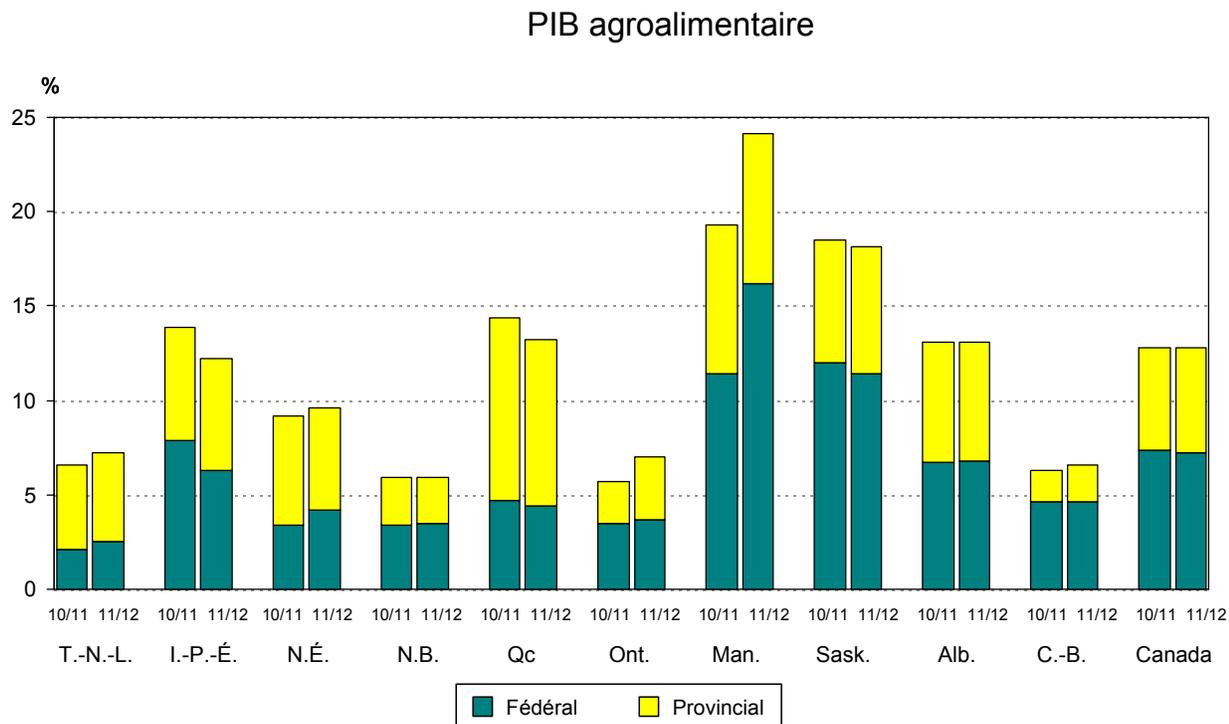
	Agricole				Agroalimentaire			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	98,7	96,8	106,0	110,1	519,5	467,4	497,2	523,2
Fédéral (%)	10,0	9,8	10,0	12,1	1,9	2,0	2,1	2,5
Provincial (%)	17,6	21,2	21,1	22,4	3,3	4,4	4,5	4,7
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	223,8	230,5	241,4	245,0	495,2	518,7	535,3	544,7
Fédéral (%)	19,1	11,7	17,4	14,0	8,6	5,2	7,9	6,3
Provincial (%)	14,9	14,0	13,3	13,2	6,7	6,2	6,0	5,9
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	273,4	284,8	304,1	314,8	888,6	917,5	954,6	995,0
Fédéral (%)	10,4	16,7	10,6	13,4	3,2	5,2	3,4	4,2
Provincial (%)	20,8	21,6	18,3	17,1	6,4	6,7	5,8	5,4
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	349,1	358,0	372,8	387,9	1 040,7	1 079,9	1 118,2	1 164,7
Fédéral (%)	9,1	11,5	10,2	10,6	3,0	3,8	3,4	3,5
Provincial (%)	9,2	7,6	7,5	7,1	3,1	2,5	2,5	2,4
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 815,5	3 877,3	4 138,8	4 262,6	10 066,9	10 108,3	10 607,7	10 911,6
Fédéral (%)	8,9	13,0	12,1	11,2	3,4	5,0	4,7	4,4
Provincial (%)	27,1	25,9	24,9	22,6	10,3	9,9	9,7	8,8
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	5 549,6	5 512,4	5 856,2	6 017,2	16 921,6	17 258,1	17 940,6	18 338,0
Fédéral (%)	15,7	12,1	10,9	11,2	5,1	3,9	3,5	3,7
Provincial (%)	8,2	8,4	6,8	10,2	2,7	2,7	2,2	3,3
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	2 507,7	2 467,7	2 241,2	2 261,4	3 605,0	3 601,5	3 409,0	3 485,2
Fédéral (%)	12,5	18,9	17,4	24,9	8,7	12,9	11,4	16,2
Provincial (%)	11,0	11,6	12,1	12,2	7,6	7,9	7,9	7,9
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	7 691,4	6 945,3	6 253,5	6 902,4	8 515,4	7 737,5	7 088,9	7 774,3
Fédéral (%)	8,4	9,8	13,6	12,8	7,6	8,8	12,0	11,4
Provincial (%)	5,7	5,4	7,3	7,5	5,1	4,8	6,5	6,7
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	7 902,1	6 225,4	7 341,3	7 585,4	10 970,1	9 001,1	10 331,8	10 726,0
Fédéral (%)	9,2	10,9	9,4	9,6	6,7	7,6	6,7	6,8
Provincial (%)	13,5	11,7	9,0	8,9	9,7	8,1	6,4	6,3
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 486,4	1 404,8	1 385,7	1 444,1	3 405,9	3 330,3	3 375,3	3 533,2
Fédéral (%)	10,0	10,4	11,3	11,2	4,4	4,4	4,6	4,6
Provincial (%)	5,5	5,6	4,2	4,9	2,4	2,4	1,7	2,0
CANADA								
PIB fédéral (millions de \$)	27 437,9	25 898,1	26 613,1	27 713,0	55 837,9	54 001,0	55 734,2	57 726,9
Fédéral (%)	13,8	16,3	15,4	14,9	6,8	7,8	7,4	7,2
Provincial (%)	12,7	11,9	11,3	11,8	6,2	5,7	5,4	5,6

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, 2010-2011 et 2011-2012



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2008-2009 à 2011-2012

	PIB Total				Dépenses totales			
	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations	2008-2009	2009-2010	2010-2011 Préliminaires	2011-2012 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	28 575	23 552	26 391	28 082	5 378	5 958	6 407	7 358
PIB agroalim. en % du PIB total	1,82	1,98	1,88	1,86				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,32	0,34	0,35	0,34
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	4 303	4 464	4 553	4 704	1 420	1 581	1 475	1 493
PIB agroalim. en % du PIB total	11,51	11,62	11,76	11,58				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,35	2,05	2,17	2,17
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	31 382	32 533	33 770	35 103	7 569	7 960	7 874	8 345
PIB agroalim. en % du PIB total	2,83	2,82	2,83	2,83				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,75	0,77	0,71	0,65
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	25 359	25 908	27 241	28 270	7 305	7 872	8 130	8 091
PIB agroalim. en % du PIB total	4,10	4,17	4,11	4,12				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,44	0,35	0,34	0,34
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	285 553	287 853	302 349	314 542	63 855	66 093	66 923	66 753
PIB agroalim. en % du PIB total	3,53	3,51	3,51	3,47				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,62	1,52	1,54	1,45
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	544 290	549 865	579 783	603 070	103 342	115 055	120 669	124 068
PIB agroalim. en % du PIB total	3,11	3,14	3,09	3,04				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,44	0,40	0,33	0,49
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	47 612	48 694	50 742	53 573	10 015	10 568	10 820	11 378
PIB agroalim. en % du PIB total	7,57	7,40	6,72	6,51				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,75	2,71	2,50	2,42
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	61 121	54 193	59 317	64 524	11 306	12 486	10 124	10 679
PIB agroalim. en % du PIB total	13,93	14,28	11,95	12,05				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,87	2,98	4,52	4,86
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	275 068	240 098	263 004	280 900	36 657	36 684	38 712	38 994
PIB agroalim. en % du PIB total	3,99	3,75	3,93	3,82				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,91	1,99	1,70	1,74
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	181 947	180 251	191 517	202 622	31 366	31 759	32 850	34 618
PIB agroalim. en % du PIB total	1,87	1,85	1,76	1,74				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,26	0,25	0,18	0,20
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 485 211	1 447 412	1 538 666	1 615 390	278 213	296 016	303 983	311 776
PIB agroalim. en % du PIB total	3,80	3,73	3,63	3,59				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,25	1,04	0,99	1,05
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 493 761	1 455 486	1 547 670	1 625 186	221 467	274 198	270 463	259 946
PIB agroalim. en % du PIB total	3,74	3,71	3,60	3,55				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,71	1,54	1,52	1,59

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits

provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui font partie des estimations des DP. De la même

façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont

estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.

- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions

visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'œuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB "agricole" comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB "agroalimentaire" est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2008-2010

	2008	2009	2010 Préliminaires
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	42 287	41 140	40 245
dont part de produits SPM ¹ (%)	85	83	83
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	28 633	26 767	30 092
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	5 953	7 672	7 655
Soutien des prix du marché	2 735	4 364	4 665
Paiements au titre de la production	2	0	0
Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	528	483	458
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants, production requise	1 794	2 285	2 044
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	137	17	396
Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	719	217	7
Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	285	57
Paiements divers	38	21	29
ESP en pourcentage	13	17	18
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,07	1,12	1,13
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,15	1,21	1,22
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 901	3 300	3 202
Recherche et développement	393	460	477
Établissements d'enseignement agricole	257	254	257
Services d'inspection	864	955	943
Infrastructures	564	448	601
Commercialisation et promotion	823	1 183	924
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-3 055	-4 893	-5 241
Transferts des consommateurs aux producteurs	-2 721	-4 351	-4 653
Autres transferts des consommateurs	-334	-542	-588
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	-11	-18	-17
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,12	1,22	1,21
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,12	1,22	1,21
Estimation du soutien total (EST)	8 855	10 973	10 858
Transferts des consommateurs	3 055	4 893	5 241
Transferts des contribuables	6 133	6 621	6 204
Recettes budgétaires	-334	-542	-588

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

	2008	2009	2010 Préliminaires
	ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	4	3	2
Canada	13	17	18
Union européenne ¹	22	24	20
Japon	48	48	50
Mexique	12	13	12
Nouvelle-Zélande	1	0	1
États-Unis	9	10	7
OCDE	20	22	18

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

	2008	2009	2010 Préliminaires
	ESP Total (millions de \$US)		
Australie	1 623	991	952
Canada	5 576	6 722	7 431
Union européenne ¹	132 115	119 405	101 365
Japon	42 829	44 784	52 888
Mexique	6 313	5 572	6 219
Nouvelle-Zélande	69	50	76
États-Unis	30 477	31 423	25 551
OCDE	261 074	250 523	227 265

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

		2008	2009	2010
		Préliminaires		
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0	0	1
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	45	56	54
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	6	6	7
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	48	36	36
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	1	2	2
	Paiements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	46	57	61
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	9	6	6
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	30	30	27
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	2	0	5
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	12	3	0
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	4	1
	Paiements divers	1	0	0
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	29	26	16
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	13	13	16
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	17	18	18
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	37	40	47
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	3	2	2
	Paiements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	89	87	83
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	4	4	4
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	2	6
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	6	7	8
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	23	28	28
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	53	50	51
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	2	1	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	5	5	5
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	17	16	16
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	68	67	71
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	31	37	28
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1	1	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	1	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paiements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes..

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010 (suite)

		2008	2009	2010 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	6	16	7
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	30	30	37
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	33	25	22
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	23	20	23
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	8	8	10
	Paiements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	45	47	47
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	13	13	14
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	15	14	15
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	1	0	1
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	24	23	21
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	3	2	2
	Paiements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes..

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2008 à 2010

	Blé			Maïs			Autres céréales			Canola/colza			Soya		
	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p
Australie	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	1	2,4	3,6	3,8	6,9	2,5	2,9	4,8	4,5	0,5	1,5	3,4	0,3	1,1	0,7
Union européenne ²	0,5	0,8	0,2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3,6	2,2	1,7
Japon	42,6	42	46,3	n.c.	n.c.	n.c.	38,6	66,5	67	n.c.	n.c.	n.c.	13,3	15,7	13,6
Mexique	8,8	17,1	15,7	5	8	7,8	7,3	8,9	9	n.c.	n.c.	n.c.	6,6	14,7	16,9
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	5,3	12,3	6	4,2	4,5	2,6	5,6	5,8	4,2	n.c.	n.c.	n.c.	4,8	3,6	3,2
OCDE	2,9	7,2	5	3,7	4,7	3,2	3,2	8	6,7	0,5	0,8	1,5	5,4	4,3	4,2

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p	2008	2009	2010p
Australie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	4	3	2	4	5	3	33,1	54,7	60,5	20,9	19,1	16	-1,1	18,5	28,6
Union européenne	31	34	13	8	4	3	2	1,2	1,8	33,8	37,6	31,3	1,8	1,6	1
Japon	29	29	39	70	72	68	48,8	54	48,5	10,3	10,1	10,2	14,6	14,9	15,1
Mexique	9	9,0	9	9	9	2	0,4	10,9	5,4	8,9	11,3	8,2	0	-0,2	-0,6
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	13,4	10,3	13,7	2,6	0	4,7
États-Unis	0	0	0	0	0	0	0	13,2	1,8	0,1	0,1	0	0	0	0
OCDE	14,9	16,3	9,8	13,3	11,4	10,3	7,5	13,5	10,6	13,8	15,5	13	5,2	4,9	5,9

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

p: Préliminaires

n.c. non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes du produit.

² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

	2008		2009		2010 Préliminaires	
	ESSG (millions de \$US)	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)	ESSG (millions de \$US)	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)	ESSG (millions de \$US)	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)
Australie	767	35	688	46	796	53
Canada	2 718	33	2 892	30	3 108	29
Union européenne ²	18 532	12	13 678	10	13 319	11
Japon	10 956	20	10 763	19	6 743	11
Mexique	835	10	764	10	870	12
Nouvelle-Zélande	222	76	193	79	246	76
États-Unis	45 088	43	56 651	46	69 849	52
OCDE	83 805	22	90 926	24	99 385	27

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.

² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

		2008	2009	2010 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	64	72	71
	Établissements d'enseignement agricole	1	1	1
	Services d'inspection	10	11	11
	Infrastructures	24	15	16
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Canada	Recherche et développement	14	14	15
	Établissements d'enseignement agricole	9	8	8
	Services d'inspection	30	29	29
	Infrastructures	19	14	19
	Commercialisation et promotion	28	36	29
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne²	Recherche et développement	17	22	21
	Établissements d'enseignement agricole	7	9	12
	Services d'inspection	6	7	8
	Infrastructures	42	33	29
	Commercialisation et promotion	26	27	30
	Stockage public	2	2	0
	Divers	0	0	0
Japon	Recherche et développement	8	9	14
	Établissements d'enseignement agricole	4	4	6
	Services d'inspection	1	1	2
	Infrastructures	82	82	72
	Commercialisation et promotion	1	1	0
	Stockage public	2	2	3
	Divers	2	2	3
Mexique	Recherche et développement	15	16	12
	Établissements d'enseignement agricole	33	33	44
	Services d'inspection	13	5	7
	Infrastructures	26	33	26
	Commercialisation et promotion	13	13	8
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	0	4
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	28	23	22
	Établissements d'enseignement agricole	8	10	7
	Services d'inspection	36	39	43
	Infrastructures	28	29	28
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010 (suite)

		2008	2009	2010 Préliminaires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
États-Unis	Recherche et développement	5	4	3
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	2	2	2
	Infrastructures	12	5	6
	Commercialisation et promotion	76	85	86
	Stockage public	0	0	0
	Divers	5	4	3
OCDE	Recherche et développement	10	9	8
	Établissements d'enseignement agricole	3	2	3
	Services d'inspection	4	4	4
	Infrastructures	29	21	16
	Commercialisation et promotion	49	60	66
	Stockage public	1	1	1
	Divers	3	3	3

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.

² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

	2008	2009	2010 Préliminaires
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	-1	-1	-1
Canada	-11	-18	-17
Union européenne ²	-7	-7	-4
Japon	-43	-43	-42
Mexique	0	-1	-3
Nouvelle-Zélande	-2	-1	-2
États-Unis	11	14	14
OCDE	-9	-9	-8

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

² UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2008-2010

	2008	2009	2010 Préliminaires
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,21	0,15	0,12
Canada	0,55	0,72	0,67
Union européenne ¹	0,84	0,82	0,72
Japon	1,10	1,10	1,09
Mexique	0,79	0,86	0,72
Nouvelle-Zélande	0,22	0,21	0,23
États-Unis	0,73	0,86	0,91
OCDE	0,86	0,92	0,85

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2011. Pays de l'OCDE et économies émergentes.

¹ UE27 pour 2008, 2009 et 2010.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/ nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base;
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché

intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paielements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paielements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables.
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol.
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses

de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux

consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées.

L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p. ex. une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p. 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p. 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p. 100 de l'ESC signifie que 60 p. 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à identifier toutes lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.